

La voix de l'opposition de gauche

Le 1er octobre 2018

CAUSERIE ET INFOS

J'ai légèrement modifié (simplifié ou allégé) la page d'accueil.

La causerie du jour est particulièrement dense, elle m'a épuisé !

- [Causerie au format pdf \(pages\)](#)

De la destruction de l'Etat le plus progressiste d'Afrique (La libye) et sans doute du monde... à l'élection de Macron.

Il est de bon ton de mettre cela et bien d'autres choses encore sur le compte de l'impérialisme américain, du Pentagone, de l'OTAN, de l'oligarchie, etc. nous y ajouterons le mouvement ouvrier tel qu'il est devenu, corporatiste, communautariste, bourgeois, impérialiste, corrompu, à l'exception toutefois des rares militants qui sont restés fidèles au socialisme, bien qu'ici ou là la plupart ont participé à des opérations destinées à servir les intérêts de la réaction ou les ont soutenues, parce que leurs dirigeants y étaient favorables ou n'avaient pas mis à leur disposition les arguments disponibles pour s'opposer et briser la propagande officielle...

Quand vous lirez plus loin les articles de la rubrique *Dans quel monde vivons-nous ?*, vous aurez peut-être comme moi l'impression que la situation se tend à l'extrême presque partout, et que cette tension extrême s'accompagne de la montée de l'extrême droite, et vous constaterez également qu'à l'opposé l'extrême gauche se délite et demeure marginale comme si elle était coupée de la société ou du monde, des masses.

L'extrême gauche s'est totalement fourvoyée en bâtissant sa stratégie sur des facteurs qui devaient finir par s'épuiser et la réduire à l'impuissance, parce qu'elle avait adopté une théorie qui ne correspondait pas à la réalité, aux faits. Elle a bénéficié de mille occasions pour prendre conscience au cours des longues décennies passées qu'elle avait surestimé ou sous-estimé certains facteurs pour corriger son analyse du développement de la situation depuis le premier tiers du XXe siècle, qui fut marqué à la fois par la montée en puissance du mouvement ouvrier et de l'opportunisme qui devait concourir à sa dislocation ou à sa destruction, dès lors qu'il n'était plus orienté vers le socialisme ou qu'il avait abandonné la perspective de changer de société, il devait être réduit à l'impuissance ou pour ainsi dire être neutralisé, condition qui devait permettre au néolibéralisme de s'épanouir et d'étendre son pouvoir au monde entier.

Ce constat, nos dirigeants refusent de l'admettre, leurs militants également. Ils ne veulent pas admettre que la montée en puissance du mouvement ouvrier et les succès qu'il allait remporter sur le plan social devaient se traduire par l'embourgeoisement ou la corruption des masses et du mouvement ouvrier lui-même, et qu'il en fut ainsi lors de chacune de ses offensives, de sorte qu'au lieu d'avancer vers l'émancipation du capital ou de s'en servir comme levier pour avancer dans cette voie, la classe ouvrière fut rivée plus solidement encore au capitalisme, ce qui était pratiquement inévitable ou prévisible du fait que les dirigeants du mouvement ouvrier étaient des agents du capital, le PS et le PCF.

Nos dirigeants passèrent leur temps à vouloir leur faire jouer un autre rôle, à leur prêter des intentions qu'ils n'avaient jamais eu, en vain à chaque fois bien entendu, de sorte qu'ils les confortèrent à la direction du mouvement ouvrier tandis qu'ils prenaient de plus en plus ouvertement en charge les contradictions du capitalisme, ce qui les amènera à gérer la société pour son compte une fois parvenu au pouvoir, que ce soit en 36, 47, 81.

Ils ne comprirent pas ou ils ne voulurent pas comprendre que lorsque les masses bénéficient de conditions qui leur permettent de vivre à peu près normalement, elles vont s'accommoder du capitalisme, y compris de ses excès tant qu'elles n'y sont pas confrontées elles-mêmes. En fait ce qu'ils ignorent, c'est de quoi sont constitués les hommes, principalement leurs faiblesses, quelle influence peut avoir sur leur mode de pensée et leur comportement le monde extérieur, la société, de quelle manière les modifications objectives de la société se traduisent subjectivement dans leurs têtes, pour généralement se contenter du sort qu'on leur a réservé dès lors que leurs besoins les plus élémentaires sont satisfaits, peu leur importe comment, tant que leur condition sera supportable ils estimeront inutiles de passer à l'action. Tout au plus une fraction d'entre eux se mobiliseront pour préserver leur statut ou leur mode de vie ou tenter de l'améliorer à la marge, sans jamais envisager la nécessité de changer les bases sur lesquelles repose la société, puisqu'elles leur conviennent telles qu'elles sont, ou ils se sont résignés à ignorer les aspirations qui avaient pu naître chez eux lors de leur jeunesse et qui sont incompatibles avec l'existence du capitalisme.

Le cours emprunté par le mouvement ouvrier une fois totalement gangrené par la social-démocratie et le stalinisme, devait justement reposer sur la négation de ces aspirations révolutionnaires qui coïncidait avec le combat pour changer de société ou le socialisme. Les masses exploitées, les travailleurs en général ne pouvaient pas aborder la situation d'un point de vue socialiste, ils ne pouvaient pas imaginer spontanément qu'il était nécessaire de changer la société de fond en comble pour mettre un terme aux maux qui les accablaient malgré tout, à des degrés divers, et que la seule manière pour qu'ils en prennent conscience résidait dans le fait que sous aucun prétexte ils ne devaient abandonner les aspirations à la justice sociale, à davantage de liberté, profondément humanistes qui leur avaient traversé l'esprit lors de leur jeunesse, sans quoi ils se condamneraient à subir indéfiniment le joug de l'exploitation et de l'oppression, pour finalement s'apercevoir au crépuscule de leur vie qu'elle n'avait eu aucun sens, qu'ils étaient passés à côté de l'essentiel ou pire, en arriver à la conclusion qu'ils auraient préféré ne jamais venir au monde comme me l'a rapporté un jour un camarade à propos de son frère mourant.

Les travailleurs ne pouvaient pas comprendre spontanément que le combat pour l'amélioration de leur condition immédiate n'était qu'une étape de la lutte pour en finir avec le règne de l'exploitation de l'homme par l'homme, et que cet objectif était à leur portée, qui plus est que personne d'autres ne le mènerait à leur place. Ils n'ont pas pu saisir que le progrès social dont ils bénéficiaient, et qui était en grande partie dû à leur lutte de classe, ne constituait pas un acquis définitif, et qu'à défaut de poursuivre leur combat jusqu'à l'abolition du capitalisme, il précéderait une longue période de régression sociale qui les mènerait à la situation actuelle.

Nos dirigeants, une fois de plus, au lieu de partir de ce constat dramatique qui tourne dorénavant au cauchemar et que chacun a quotidiennement sous les yeux, s'emploient à le nier, se réfugient dans un déni suicidaire, criminel, en refusant obstinément de modifier leur analyse de la situation, leur conception de la lutte de classe qui nécessite de toute urgence de prendre en compte les profondes transformations qu'ont subi la société et le monde au cours des 7 ou 8 dernières décennies ou depuis l'avènement de l'impérialisme au tournant du XXe siècle, dont les prémisses remontent à la fin du XIXe siècle ou au tout début du XXe siècle, même antérieurement si on tient compte de l'analyse du développement du capitalisme en Grande-Bretagne qu'avait produit Marx et Engels.

La majorité des travailleurs ont encore les moyens de vivre à peu près normalement selon les normes qu'ils ont adoptées, travailleurs issus de la classe ouvrière ou des classes moyennes, de

la petite bourgeoisie, ils constituent le socle sur lequel s'appuient les représentants du régime pour assurer sa stabilité ou pérenniser l'existence du capitalisme.

En revanche, ils ne peuvent pas ne pas savoir que plus le temps passe, plus personne n'est à l'abri des mauvais coups du capitalisme, tous connaissent parmi leurs proches des travailleurs qui en sont victimes, qui ont vu leur vie brisée du jour au lendemain (chômage, expulsion, endettement, etc.), sinon ils en entendent parler absolument partout, aucun ne peut désormais l'ignorer, c'est un des aspects de la situation que je considère déterminant et que nos dirigeants s'emploient à ignorer. Ceux qui suivent également.

Tous se sentent aussi directement concernés par la chasse aux sorcières organisée par les chiens de garde du régime, qui menacent quiconque ayant des pensées ou des comportements qui dévient de ceux imposés par ces nouveaux inquisiteurs, qui auraient conservé des préjugés archaïques ou inavouables, au point de se sentir mal à l'aise ou gênés pour s'exprimer en public, de crainte d'une dénonciation ou de représailles, de sanctions, qui peuvent ternir leur réputation ou briser leur vie dans les cas extrêmes.

Tous aussi se sentent concernés par toutes les guerres qui se poursuivent, le terrorisme qui peut frapper n'importe où ou presque, l'insécurité croissante ou la violence aveugle, l'incivilité qui tend à se généraliser, tous ces actes sont autant de signes témoignant de la décomposition accélérée de la société qui ne peut que les angoisser et les questionner.

Il ressort de ce constat ou de ces faits, puisqu'on a décidé de demeurer strictement sur ce terrain, que bien que la majorité des travailleurs bénéficient de conditions matérielles ou financières qui leur permettent de ne pas sombrer dans la pauvreté ou la déchéance, il n'en demeure pas moins que leur condition d'existence ne peut que se dégrader à l'instar de la société en général, prendre une tournure problématique, incertaine, angoissante, à côté de laquelle les satisfactions qu'ils en tiraient apparaissent de plus en plus superficielles, éphémères, réduites à peu de choses, voire compromises...

Autrement dit, l'orientation générale de la société s'écarte toujours plus de leurs aspirations, des aspirations légitimes qui leur avaient traversé l'esprit autrefois et avec lesquelles ils doivent justement renouer, leur salut en dépend en grande partie. Ils ont abandonné ces aspirations au profit d'un mode de vie relativement confortable tout en conservant leur statut d'esclaves, compromis qui aujourd'hui les menace, aussi le seul moyen d'y mettre un terme c'est de reprendre ou de poursuivre leur combat jusqu'au bout cette fois, et il faut bien qu'ils prennent conscience qu'il n'existe pas d'autres alternatives ou que personne ne mènera ce combat à leur place.

Soit ils se résignent à vivre dans une société ou un monde promis à la déchéance dans absolument tous les domaines, au chaos, à la guerre, à la barbarie et à en subir toutes les conséquences à venir, y compris pour les générations futures, leurs enfants ou petits enfants, soit ils décident de s'engager sur le champ dans le combat politique pour en finir le plus tôt possible avec le capitalisme et ses institutions, sans condition ou réserve.

Je pense que de très nombreux travailleurs sont prêts à entendre ce discours et à s'en saisir, parce qu'il correspond à ce qu'ils vivent au quotidien. Maintenant on peut l'étayer facilement ou le moduler en fonction du travailleur avec lequel on discute, ce ne sont pas les arguments qui manquent.

Très souvent et cela depuis des années, on nous dit que les travailleurs en ont marre, mais de quoi au juste ? De tout et parfois de presque rien, parce qu'ils sont excédés qu'on leur impose un mode de vie, des conditions de travail qu'ils n'ont pas choisies, qui ne correspondent pas à leurs aspirations. Car en réalité, ils ne décident de rien, ils ne disposent d'aucune liberté, tout leur est imposé de leur naissance à leur mort, et j'irais même jusqu'à affirmer que ce sont ceux qui ont le

moins à se plaindre de leur condition qui sont le plus à même de s'en apercevoir parce qu'ils n'ont rien d'autres à penser, logique, non ?

Cela signifie que ce discours est adapté aux conditions de toutes les couches d'exploités.

En complément.

Le mouvement ouvrier a fait tout un plat de la retraite à 60 ans en 81, la panacée, une grande victoire, etc. Tu parles, un ouvrier qui a commencé à travailler dès 16 ans et qui est employé sur un chantier, à la chaîne en usine, en fonderie, à la mine, etc. est usé jusqu'à la corde dès 40 ou 45 ans. Quant à l'employé ou au cadre qui travaille dans un bureau, un commerce, etc. qui pendant des décennies effectue des tâches répétitives, abrutissantes ou sans aucun intérêt, qui plus est dans des conditions détestables, il n'a qu'une hâte, c'est que cela s'arrête le plus tôt possible, avant de devenir vieux et de voir ses forces déclinées.

Tous auraient voulu faire autre chose de leur vie, mais la société ne leur en a pas donné l'occasion. Tous ou presque sont profondément frustrés, deviennent mélancoliques, neurasthéniques, aigris, vieux avant l'âge. Aucun n'a l'impression d'avoir profité de la vie quand sonne l'heure de faire les comptes, aucun ne s'estime heureux de son sort, certains s'en rendent compte très tôt puis n'y pensent plus ou plutôt s'efforcent de ne plus y penser, d'autres s'en aperçoivent quand il est trop tard, alors pour faire bonne figure ils tournent le sujet en dérision ou passent à autres choses, ils peuvent mentir sauf à eux-mêmes, ne parlons pas de ceux qui arrivent à se convaincre qu'ils ont eu une existence merveilleuse, ce sont des psychopathes, ils sont irrécupérables, heureusement ils ne sont qu'une infime minorité.

Je prétends qu'il faut lier ce genre de discours au discours politique pour atteindre le point le plus sensible de chaque travailleur de manière à les faire réagir ou tout du moins se questionner dans un premier temps, parce qu'il n'aborde ni leur condition, ni la situation de la même manière qu'un militant. Et le principal défaut ou la principale faiblesse des militants, c'est qu'ils sont incapables d'aborder tranquillement le sujet que nous venons de traiter ou d'aborder les travailleurs autrement que sur le plan strictement politique.

L'exercice auquel je viens de me livrer et que je vous ai invité à partager, à consister à montrer qu'à défaut d'une guerre, d'avoir 15 ou 20 millions de travailleurs jetés brutalement à la rue accompagné d'une misère noire frappant des millions et millions de travailleurs et leurs familles, il était possible d'aider les travailleurs à élever leur niveau de conscience, et donc d'organisation, pour que la nécessité de changer de société ou d'en finir avec le capitalisme cesse d'être une utopie.

Vous noterez que je ne me suis pas détourné de la lutte de classe, je n'ai pas tourné le dos aux enseignements de la lutte de classe du passé, je n'ai pas renié le socialisme, j'ai juste adopté une tactique et une stratégie de combat qui prend en compte les profondes transformations qu'ont connu toutes les classes et toutes les couches de la société, adaptée à la réalité tout simplement. Et j'ose ajouter que s'en détourner nous serait fatal !

Je vous ferais également observer qu'à aucun moment je n'ai cherché à vous imposer une théorie ou une doctrine gravée dans le marbre. Les arguments que j'ai avancés étaient suffisamment souples pour constituer la trame ou l'ébauche d'une nouvelle théorie qui reste à finaliser. Quant aux seuls principes intangibles ou non négociables auxquels j'ai fait référence et qui structurent notre stratégie, ils sous-entendent qu'au préalable nous envisagions sincèrement, loyalement ou sérieusement la nécessité d'en finir avec le capitalisme, et que nous admettions, que pour y parvenir il fallait impérativement rassembler et organiser dans un parti politique tous les travailleurs qui partageaient cet objectif ou qui avaient atteint ce niveau de conscience politique, autrement dit, qui assumaient librement leurs convictions ou leur engagement politique.

Notre mot d'ordre fédérateur de tous les opposants résolu au capitalisme pourrait être : Stop ou encore, organisons-nous pour mettre fin au capitalisme ! La suite de la causerie nous fournira amplement matière à le justifier si nécessaire.

Bienvenue dans le meilleur des mondes et ses courtisans.

Un article à lire à jeun tant le degré de servilité atteint par la journaliste qui l'a rédigé est à vomir.

- Philippe Grangeon, l'hémisphère gauche de Macron - leparisien.fr 30 septembre 2018

Le futur conseiller spécial du président le presse de renouer avec son ancrage à gauche (Qui n'a jamais existé. - LVOG) et la bienveillance de sa campagne. (Macron "bienveillant", envers qui ? - LVOG) Portrait d'un influent homme de l'ombre.

Son arrivée à l'Élysée devrait être rapidement officialisée (Ca urge, à croire que 67 millions de Français l'attendent aussi ! - LVOG) , assure-t-on en haut lieu (Il est toujours bon de rappeler que Jupiter se situe au-dessus de la plèbe. - LVOG). « Dans les quinze jours », croit savoir un éminent macroniste. (Son excellence dispose d'éminences qu'est-ce que vous croyez ? - LVOG) L'intéressé, si attaché à sa liberté chérie (Qui a un prix, nous verrons lequel plus loin. - LVOG), répète qu'il n'a pas encore dit oui. (Il se fait prier, c'est qu'il doit être modeste, qualité partagée par Macron ! - LVOG) Mais que ne ferait-il pas pour ce jeune président (Et beau, intelligent, etc. s'il vous plaît. - LVOG), dont il parle avec l'autorité et la bienveillance d'un père ? (Que c'est touchant, il ne manque plus que le saint esprit ! - LVOG) « Je veux qu'il réussisse » (Sans blague ? Même les pires crapules sont loyales! - LVOG), dit-il, hanté par « le chaos » d'une France qui se serait donnée un jour aux extrêmes. (C'est déjà fait, ce que ne peut pas admettre cette journaliste puisqu'elle partage la même idéologie que Macron. - LVOG)

« Il sera le Jérôme Monod d'Emmanuel Macron », résume l'un de ses amis. Philippe Grangeon n'a pas connu l'ex-éminence grise de l'ancien président Jacques Chirac, mais il les a vus déambuler rue de Verneuil, à Paris. « J'ai le sentiment qu'il y avait beaucoup d'amitié entre eux. Si c'est ça, oui. » Son futur titre ? Conseiller spécial du président, rien que ça. Ce jeune sexagénaire — 61 ans — sera l'un des rares « seniors » du cabinet élyséen et de la macronie avec le président du Modem, François Bayrou et, jusqu'à récemment, le ministre de l'Intérieur, Gérard Collomb. (Comme les nouveaux philosophes à une autre époque, jeune et vieux réactionnaire. - LVOG)

« Si j'y vais », insiste-t-il. Il sera chargé d'amener un peu de « séniorité », comme il dit, une fibre de gauche réformatrice (Un des nombreux masques de la droite en fait. - LVOG), et beaucoup d'empathie chez les cassants quadras de la start-up nation (Ici vous avez confirmation que la journaliste a adopté jusqu'à la rhétorique de Macron. - LVOG) . A l'Élysée, où il disposerait d'un bureau, il devrait occuper un poste transversal à cheval entre la com, la stratégie et les sujets économiques et sociaux, en lien avec Matignon. Tout en restant bienveillant, pour préserver sa liberté. « Une ancre, une boussole »

Signe de l'importance du bonhomme, Ismaël Emelien, autre conseiller spécial et grand taiseux, accepte d'évoquer ce « coup de foudre amical ». « Philippe, c'est une ancre, ça fait écho à son tropisme breton, loue-t-il. C'est assez rare les boussoles qui indiquent toujours le Nord, y compris dans la tempête. » On a beaucoup dit de Macron qu'il dirigeait la France avec Ismaël Emelien et Alexis Kohler, le secrétaire général de l'Élysée. Ils sont quatre désormais. ("Les boussoles qui indiquent toujours le Nord" sont inutiles quand le champ magnétique s'inverse, c'est déjà arrivé dans le passé, à la planète, à Louis XVI ou à Nicolas II aussi. - LVOG)

Car Grangeon a déjà son rond de serviette dans les réunions au sommet à l'Élysée (Et cela ne date pas d'hier, la suite plus loin le confirmera. - LVOG) , où l'on a pris l'habitude de croiser sa haute silhouette. Omniprésent mais invisible, il a son mot à dire sur chaque réforme, chaque

remaniement, chaque nomination : l'un des DRH officiels, il a soufflé le nom de Florence Parly pour la Défense. (Liée aux cercles néocons, là ça commence à puer. - LVOG) Et une ligne directe avec le chef de l'Etat, comme lui insomniaque (Pas étonnant au côté de sa Barbie toute fripée, il y a de quoi faire des cauchemars ! - LVOG). « Philippe, c'est un coup de fil qui commence à 23h30 et se finit à 1h30 », se marre Benjamin Griveaux, porte-parole du gouvernement. (Comme c'est guilleret! - LVOG)

Sa complicité avec Macron remonte à 2012, quand le jeune homme était numéro trois du Palais (Il ne manque plus que la couronne ! Elle ira loin cette journaliste. - LVOG). Ces deux intuitifs, grands affectifs, devaient se voir une heure. Ce fut trois. (Quelle intelligence, quelle bonté ce Macron, il a tant d'autres qualités ! - LVOG) « On ne s'est jamais vraiment quittés », souffle Grangeon. Quoi de commun entre l'inspecteur des finances passé chez Rothschild et le gamin peu diplômé d'une cité HLM du Val-d'Oise ? « Une forme d'ostracisme », dit-il (Oh les malheureux, comme c'est injuste! - LVOG). Il tutoie Macron. Lui parle cash. Parce qu'il est plus âgé et qu'il était là dès le début.

Macron doit cesser d'être Juppé pour redevenir Rocard (Qui occupera au sein du PS la place de Delors et qui prise par la suite par Hollande. Giscardiens ou centristes, farouches partisans de l'UE et du néolibéralisme.- LVOG)

Il n'a pas du tout aimé, par exemple, que le président s'en prenne à un chômeur. Trop humiliant. Fait rare, Macron a reconnu que sa sortie sur les « Gaulois réfractaires » était une erreur. L'effet Grangeon, qui veut renouer avec la bienveillance de sa campagne ? « Les Français ont pris des risques, on leur doit tout, martèle-t-il. Chaque phrase doit être aimante. » (Le rôle de Grangeon se résume donc à masquer autant le véritable état d'esprit de Macron que ses réelles intentions, un démagogue professionnel, quoi. - LVOG)

De même cet homme de gauche (Traduire de droite - LVOG), qui a eu épisodiquement sa carte au Parti socialiste (PS) (Confirmation. - LVOG), le somme de ne pas oublier d'où il vient (Cela ne risque pas d'arriver ! - LVOG). Grangeon, dingue de chanson française, qui truffe ses analyses de paroles de Brassens et Louis Chedid, a son idée sur celle qui colle le mieux à Macron : « Une très jolie chanson de Julien Clerc qui s'appelle Utile. » Flagornerie ? Un message, plutôt. Le texte, signé Étienne Roda-Gil, est un vibrant plaidoyer de gauche (Julien Clerc de gauche, ça c'est la meilleure. - LVOG). « Macron, c'est un homme de gauche qui vient d'un gouvernement de gauche, qui tend la main à des gens de droite. C'est un Rocard 4.0 qui fait le big bang », scande-t-il de son timbre hypnotique. (La voilà hypnotisée, à croire qu'elle serait sa confidente! En réalité c'est exactement l'inverse, Macron, c'est un homme de droite qui vient d'un gouvernement de droite, qui tend la main à des gens de la gauche social-impérialiste. - LVOG)

Son diagnostic tient en quelques mots : Macron doit cesser d'être Juppé pour redevenir Rocard. « Je suis un gardien scrupuleux du et en même temps », achève-t-il. Il était très favorable, ainsi, aux plans pauvreté et santé et à la loi Pacte, qui donne de nouveaux pouvoirs aux salariés (De nouveaux instruments de la collaboration de classes en réalité. -LVOG) . Encarté CFDT depuis 1994 et ex-bras droit de l'ancienne secrétaire générale Nicole Notat, il veut aussi renouer avec les syndicats. (Un rocardien en somme, la pire pourriture. - LVOG)

Il a repéré Delanoë

Rarement homme de l'ombre a si bien porté son nom (Autrement dit, ce sont des personnalités non élues qui décident de la politique adoptée par ceux qui nous gouvernent à l'insu de tous puisqu'ils demeurent dans l'ombre ou toute le monde ignore leur véritable fonction, après cela qui complète ? - LVOG). Totalement inconnu, ce faux timide a pourtant trente ans de politique dans les veines. Dénicheur de talents, il a repéré Bertrand Delanoë - qui dit : « C'est lui qui m'a fait élire maire de Paris » -, conseillé DSK, Lionel Jospin à Matignon et, surtout, l'ancien président François Hollande. (On est bien en présence d'un illusionniste professionnel, il n'y a pas de doute à avoir. - LVOG)

Entre 2012 et 2017, tous les samedis à 11 heures, avec son grand complice Robert Zarader, ils retrouvaient le président dans son bureau du salon doré, pour parler élections et stratégie. Ça finissait toujours pareil, avec Hollande qui lançait : « On déjeune ! » C'est peu dire qu'ils l'ont poussé à l'audace, lui soufflant en 2016 de remplacer Valls par Macron à Matignon. Puis, le voyant plonger dans les sondages, de faire campagne en ticket avec Macron, et de saborder le PS au profit d'un mouvement citoyen sur le modèle de SOS-Racisme, dont ils furent parmi les premiers encartés avec leur pote Julien Dray. (Il a écumé parmi les pires immondices, il est digne de figurer parmi les éminences de Macron assurément. - LVOG)

Il faut les imaginer ces trois-là, dans les années 1990, qui faisaient tous les samedis un kilomètre en piscine. Grangeon, toujours plié en quatre, a gardé la carrure, lui. « On a presque envie de lui donner cent euros pour qu'il s'achète un costard ! », se moque un des deux autres. (C'est la recette pour durer quand on est un roturier, ce qui a échappé à Sarkozy. - LVOG)

« Agent double » pour les hollandais

Les hollandais rient moins : « double jeu », « trahison », « agent double ». Tous évoquent cette réunion du 2 avril 2016, élargie à Ségolène Royal et... Emmanuel Macron, où Hollande a pour la première fois évoqué une candidature. Quatre jours après, Macron lançait En marche, dont Grangeon est membre fondateur (Le voile de l'ombre se déchire. - LVOG). Par la suite, il se portera candidat aux sénatoriales pour La République en marche, avant d'échouer à huit voix près. Son soutien à Macron a « déçu » Stéphane Le Foll. « Il a fait un choix que je ne partageais pas », poursuit-il. L'ancien ministre des PTT, Paul Quilès, qui l'a eu à son cabinet, n'est pas plus tendre sur ses « contorsions ». (Il doit en connaître un rayon en la matière celui-là. Il y a ceux qui ont pour vocation ou ambition d'apparaître au premier plan quitte ensuite à être grillés et rétrograder sans changer de rôle ou d'étiquette, et il y a ceux qui demeurent dans l'ombre indéfiniment et qui peuvent en changer en fonction des besoins du régime, ce dont en quelque sorte des VRP multiscartes du régime. - LVOG)

Grangeon laisse dire, mais refuse le procès en trahison de Hollande (Il a d'excellentes raisons pour cela, tout à fait justifiés. - LVOG), pour qui il a « une grande tendresse ». (Pour ce cynique, alors que la journaliste nous a présenté à deux reprises Grangeon comme quelqu'un de bienveillant ? C'est qu'il ne doit rien avoir à envier à Hollande, Macron a fait le bon choix. - LVOG) « Lui sait que je ne l'ai pas trahi. » « Il n'aime pas le mensonge, la malhonnêteté, la perversité » (On s'étouffe en entendant cela, grotesque ! Là il s'est dévoilé, quel crétin! - LVOG), le défend Bruno Julliard, son ami (Une autre ordure finie. - LVOG). Beaucoup lui souhaitent donc bon courage pour l'Élysée ! (Ah ben nous aussi pendant qu'on y est ! - LVOG) Grangeon espère ne pas être trop malheureux. (Il ne le mérite pas ! - LVOG) La chanson fétiche de ce faux retraité ? Louis Chedid, « Chaque jour est une vie » : « Pas une minute à perdre, pas une seconde, chaque jour est une vie. » Avec Macron, il sera servi. (La soupe est bonne à l'Élysée paraît-il, quel bonheur ! Comment vous n'avez pas envie de le partager avec eux ? - LVOG) leparisien.fr 30 septembre 2018

A chaud, en terme de "bienveillance", de saloperie ou d'injustice en réalité, voilà de quoi Macron est capable.

- Oui, le gouvernement économise bien sur le handicap - Liberation.fr 29 septembre 2018

Sous couvert de «rationaliser» et en changeant les règles de la revalorisation des prestations, le gouvernement supprime le «complément de ressources», l'une des deux aides complémentaires possibles pour les personnes qui ont un taux d'incapacité au moins égal à 80 %. Les plus lourdement handicapées, donc. Cette prestation - de 179 euros par mois - disparaîtra au 1er janvier pour les nouveaux allocataires, elle continuera d'exister pendant dix ans pour les bénéficiaires actuels. Liberation.fr 29 septembre 2018

Excusez-moi, j'allais faire inutilement un procès d'intention à Macron, rectifions immédiatement.

- Les armées justifient leur budget urbi et orbi - Liberation.fr 27.09

L'une des administrations les mieux, sinon la mieux lotie par le budget 2019 proposé par le gouvernement, elle se retrouve aujourd'hui dans la position délicate du «chouchou», poussant ses hauts responsables à s'activer pour justifier ce traitement largement favorable dans un contexte par ailleurs maussade. Pour 2019, le projet de loi de finances envisage une hausse de 1,7 milliard d'euros pour les armées, soit 5% de plus qu'en 2018, lui-même en augmentation par rapport à l'année précédente. En 2019, elles devraient obtenir 35,9 milliards d'euros, contre 32,4 en 2017.

Ces chiffres figuraient déjà dans la loi de programmation militaire (LPM), votée au début de l'été après avoir beaucoup occupé la ministre des Armées, Florence Parly tout au long de l'année. Le projet de loi de finance confirme donc cette hausse qui doit conduire, en 2025, à 50 milliards d'euros, soit les 2% du PIB réclamés par l'Otan. Voilà les armées comblées, ainsi que ses chefs le reconnaissent volontiers, tout en rappelant à quel point elles en avaient besoin. Liberation.fr 27.09

Ils leur servent tous la soupe côté jardin...

Devinez qui est le champion des "valeurs universelles des droits de l'homme" et du "nouveau humanisme contemporain". Macron évidemment !

- Les trois quarts des Français (74%) sont d'accord avec Emmanuel Macron qui a refusé lundi 24 septembre d'accueillir l'Aquarius et ses 58 migrants à Marseille, selon un sondage Odoxa-Dentsu Consulting pour franceinfo et Le Figaro publié jeudi 27 septembre. francetvinfo.fr 27.09

- Un pavillon pour l'Aquarius: MSF lance un appel mondial - Lexpress.fr 27.09

Sur les rangs, deux paradis fiscaux : Le Vatican et la Suisse ! On n'arrête plus le populisme... de gauche !

Sinon, il y a le pavillon de l'OTAN !

... et il en a bien besoin côté cour...

- La popularité d'Emmanuel Macron continue de s'éroder - AFP 27.09

- La popularité d'Emmanuel Macron continue de s'éroder - Franceinfo 27.09

- Le recul d'Emmanuel Macron dans l'opinion se poursuit, selon le baromètre BVA - Reuters 27.09

La cote de popularité d'Emmanuel Macron a perdu deux points en septembre pour s'établir à 32% de bonnes opinions, un plus bas inédit depuis son entrée à l'Élysée, selon le baromètre mensuel BVA-Orange pour RTL et La Tribune publié vendredi. Reuters 27.09

"Aucun Etat n'est ni libre, ni populaire". Peu importe : Vive la France libre !

Pour une meilleure répartition des richesses (les profits des capitalistes diminueraient) afin d'assurer la survie du capitalisme, périodiquement en panne d'imagination et bien davantage encore, il y en a toujours un pour nous ressortir cette théorie foireuse dont Marx et Engels s'étaient employés à démontrer l'inconsistance.

Produire toujours plus pour consommer toujours plus, le capitalisme ne demande pas mieux, c'est d'ailleurs le seul moyen d'assurer sa survie à l'échelle mondiale ou de compenser la baisse du taux de profit, pour le comprendre il faut considérer le capitalisme à cette échelle et non sur le plan national.

Produire sans cesse de nouveaux besoins pour que les produits précédemment acquis par les acheteurs leur semblent obsolètes ou dépassés pour les inciter à s'en séparer au profit de nouveaux produits dont ils ne feront pas forcément un meilleur usage, cela présente au moins l'avantage de permettre d'alimenter la machine capitaliste, et inclut généralement mais pas obligatoirement, que ce seront toujours les mêmes couches de la population qui se les procureront tandis que d'autres dans le même pays ou ailleurs dans le monde en seront privés ou n'y auront pas accès pour cause d'insolvabilité ou de pauvreté.

Le capitalisme ne serait pas réformable, vous l'avez cru, et bien vous vous êtes lourdement trompés, en voici la preuve, mais bon, vous n'êtes pas obligés de souscrire aveuglément à cette thèse populiste, de gauche évidemment.

- "La reprise économique, c'est tout simplement la croissance, à nouveau, de la production des marchandises." (D. Gluckstein, éditorial de La Tribune des travailleurs du 27 septembre 2018)

Et nous, crétiens que nous étions, nous avons cru que la crise du capitalisme coïncidait avec la surcapacité des unités de production et la surproduction de marchandises à l'échelle mondiale...

Après "l'union libre des peuples libres d'Europe", "l'union libre des peuples et des travailleurs de toute l'Europe", "l'union libre des Républiques libres d'Europe", voilà venu le temps du "gouvernement libre de toute attache avec les banques, les multinationales et l'Union européenne", un gouvernement sorti de nulle part qui réaliserait "la relance de l'économie par la relance de la consommation ouvrière, donc par l'augmentation générale des revenus ouvriers", quel monde merveilleux que voilà... qui ressemble étrangement à celui que nous promettent LFI et le PCF, ce qu'il y a de pratique avec ce genre de mirage, c'est qu'il suffit que le soleil se couche pour qu'il disparaisse !

Ainsi un carterons de dirigeants décideraient de rompre les amarres avec les banques, les multinationales et l'Union européenne, sans qu'ils résistent ou s'y opposent féroce, pendant qu'ils continueraient tranquillement leur business et tandis que leur immense pouvoir de nuisance ne serait nullement entamé, une fable en somme, car on ignore par quels moyens ou à l'issue de quel processus politique ces dirigeants seraient parvenus au pouvoir ou à former un tel gouvernement.

Ainsi il pourrait exister un gouvernement "libre de toute attache avec les banques, les multinationales et l'Union européenne" qui le seraient donc également il ne faut pas oublier de préciser, et ces puissants acteurs économiques qui ont investi l'ensemble des institutions conserveraient leur formidable pouvoir de nuisance, pouvoir qui s'étend à absolument tous les secteurs économiques, pouvoir qu'il n'est nullement question de leur ôter mais dont ils se sépareraient de bonne grâce dès lors qu'on leur demanderait poliment, qui peut croire de pareilles balivernes.

Un gouvernement qui ne serait pas libre mais socialiste et révolutionnaire, issu d'un processus révolutionnaire s'appuierait sur la mobilisation révolutionnaire des masses exploitées et les organes de pouvoir indépendants qu'elles auraient créés pour confisquer les clés de leurs coffres, saisir leurs biens et les avoirs, les obliger à déposer les armes, les neutraliser, les réprimer, les juger, les pendre si nécessaire, une fois dissout l'appareil de répression de l'Etat (des capitalistes), la police, les CRS, les services de renseignement, l'armée, la magistrature, car à moins de se faire des illusions fatales, on ne peut pas imaginer un seul instant que spontanément et dans la bonne

humeur ils se mettraient au service d'un tel gouvernement, question déterminante qu'évade notre illusionnisme de service, et pour cause car ne pas la résoudre revient à réduire à néant son argumentation.

Pourquoi ne pourrait-on pas soumettre cette perspective politique aux travailleurs et aux militants ? Pour différentes raisons affirment ses opposants.

A leur époque Marx et Engels proposèrent le socialisme aux travailleurs, dans son intégralité, sans fard ou sans le maquiller par crainte de les effrayer, on se demande bien de quoi, une réaction de petits bourgeois, c'était quelque chose de nouveau qui pouvait éveiller la curiosité, mais de nos jours, après l'expérience épouvantable de la social-démocratie et du stalinisme pendant un siècle ce genre de discours ne passerait plus, il serait très difficile à caser, encore plus à défendre. Si vous dites aux travailleurs et aux militants que vous n'avez rien trouvé de mieux à leur proposer, vous prenez le risque qu'ils vous répondent que vous n'auriez pas pu trouver pire.

Que répondre à cela ? Rien généralement, les militants qui n'ont acquis aucune base théorique solide du socialisme se contentent de bredouiller quelques mots incompréhensibles ou s'embrouillent à vouloir démonter des contradictions que l'on attribue au socialisme, alors qu'elles lui sont étrangères ou ont été inventées par ses ennemis, bref, vaut mieux laisser tomber ou avancer lentement et masqué pour ne pas les choquer, autrement dit il est préférable de se rallier au réformisme bourgeois en attendant des jours meilleurs, et tant pis si c'est l'antithèse du socialisme...

Attendez, qui a dit aux travailleurs et aux militants que la social-démocratie et le stalinisme ont représenté le socialisme, qui à part leurs dirigeants et les ennemis du socialisme, c'est-à-dire les représentants du capitalisme, et il faudrait croire les uns et les autres, c'est cela que vous faites et que vous nous demandez de faire. Mais nous sommes pas d'accord, la social-démocratie et le stalinisme sont étrangers au socialisme ou leurs dirigeants s'en sont écartés, l'ont abandonné, renié, pire, ils en sont devenus également les pires ennemis, donc ne confondez pas ou n'attribuez pas au socialisme les tares de ceux qui finalement ne l'avaient jamais réellement adopté ou pas intégralement.

Cela ne vous est-il jamais venu à l'esprit que nos ennemis avaient tout intérêt à vous mentir sur ce plan-là aussi ? Ils passent leur temps à tenter de vous écarter de la lutte de classe et à se faire passer pour ce qu'ils ne sont pas en agitant le chiffon du communautarisme, et vous voudriez qu'ils vous disent la vérité sur le socialisme, vous rêvez ou vous avez perdu la tête ou quoi ?

On peut poser la question du gouvernement ouvrier, à condition d'avoir défini les conditions à réunir pour y parvenir, car sans théorie, sans programme, sans drapeau et sans parti on n'arrivera jamais à rien, on ne pourra jamais changer de société ou simplement en finir avec les difficultés qui nous accablent. C'est ce qu'il faut dire en face aux travailleurs et aux militants pour qu'ils connaissent le processus à suivre, ensuite ils pourront juger si cela valait le coup ou non, au lieu d'accorder le bénéfice du doute au régime en place qui leur pourrit la vie. Il faut dire les choses telles qu'elles sont, c'est ma théorie.

J'ai une autre théorie : Tout ce qu'on peut faire soi-même dans la vie, on doit le faire. Pourquoi ? Parce que, soit que personne ne le fera à notre place, soit que personne ne pourra le faire à notre place. C'est seulement ainsi qu'on se réalise, qu'on progresse sur la voie de notre émancipation. C'est en quelque sorte un acte libérateur à la portée de tous. On comprend dès lors que laisser le soin à d'autres de s'en charger revient à abdiquer le peu de liberté dont nous disposons, et que dans ces conditions on se prive de la capacité d'agir pour changer de société ou on se résigne à subir le triste destin qu'on nous a réservé.

S'il y a une chose que les travailleurs peuvent accomplir, c'est parvenir à se donner les moyens politiques pour renverser le régime, prendre le pouvoir, instaurer une République sociale, dont le premier acte sera, non pas de rompre avec le capitalisme, expression que nous avons employé longtemps, trop longtemps même et dépassée de nos jours, de le briser, de lui ôter tout pouvoir économique et politique.

Rompre, ce serait le laisser vivre, cela ne changerait fondamentalement rien en somme par rapport à la situation actuelle, le briser, c'est résolument s'engager dans un changement de société, changer les bases sociales sur lesquelles elle repose, décréter que les moyens de production appartiennent dorénavant à la communauté du peuple travailleur et que personne ne peut les accaparer ou en prendre le contrôle à son profit, les rapports sociaux de production de la nouvelle société, les biens produits et les services proposés étant déterminés exclusivement par les besoins et les aspirations de l'ensemble de la population afin de pouvoir les satisfaire dans une large mesure dans un premier temps ou faire disparaître les inégalités les plus criantes, de sorte que la question de la répartition des richesses serait largement résolue, non pas temporairement et partiellement comme ce fut le cas jusqu'à présent, mais définitivement.

Les discours sur la croissance, la reprise économique, la relance de l'économie, sont empruntés à nos ennemis de classe, alors il est normal qu'ils finissent par échouer sur leur terrain de classe. Répétons-le, on voudrait nous faire croire que ce serait le seul discours à la portée des travailleurs, pour finalement leur servir le sophisme d'un gouvernement libre dont on ignore comment il pourrait voir le jour, non, ce n'est pas sérieux, c'est flatter leurs pires penchants ou instincts qui justement font les beaux jours du capitalisme.

Nous pensons au contraire que les travailleurs méritent mieux. Ce n'est pas en les prenant pour plus ignorants ou inconscients qu'ils ne sont, qu'on les aidera à progresser ou à trouver la voie de l'affrontement avec le régime, de la révolution prolétarienne pour le renverser.

Le gouvernement libre nous renvoie deux siècles en arrière, quand Marx et Engels ferraillaient avec les anarchistes, les lassalliens, les proudhoniens, à l'époque antérieure à la Commune, après leur compte était bon!

Lénine - L'"Etat populaire libre" était une revendication inscrite au programme des social-démocrates allemands des années 70 et qui était devenue chez eux une formule courante. Ce mot d'ordre, dépourvu de tout contenu politique, ne renferme qu'une traduction petite-bourgeoise et emphatique du concept de démocratie. Dans la mesure où l'on y faisait légalement allusion à la république démocratique, Engels était disposé à "justifier", "pour un temps", ce mot d'ordre à des fins d'agitation. Mais c'était un mot d'ordre opportuniste, car il ne tendait pas seulement à farder la démocratie bourgeoise; il marquait encore l'incompréhension de la critique socialiste de tout Etat en général. Nous sommes pour la république démocratique en tant que meilleure forme d'Etat pour le prolétariat en régime capitaliste; mais nous n'avons pas le droit d'oublier que l'esclavage salarié est le lot du peuple, même dans la république bourgeoise la plus démocratique. Ensuite, tout Etat est un "pouvoir spécial de répression" dirigé contre la classe opprimée. Par conséquent, aucun Etat n'est ni libre, ni populaire. Cela, Marx et Engels l'ont maintes fois expliqué à leurs camarades de parti dans les années 70. (L'Etat et la révolution - V. Lénine)

Lénine - Engels écrivait à Bebel pour critiquer le projet de programme de Gotha (que Marx a également critiqué dans sa fameuse lettre à Bracke). Parlant spécialement de la question de l'Etat, Engels disait ceci :

"L'Etat populaire libre est devenu un Etat libre. D'après le sens grammatical de ces termes, un Etat libre est un Etat qui est libre à l'égard de ses citoyens, c'est-à-dire un Etat à gouvernement despotique. Il conviendrait d'abandonner tout ce bavardage sur l'Etat, surtout après la Commune, qui n'était plus un Etat, au sens propre. Les anarchistes nous ont assez jeté à la tête l'Etat populaire, bien que déjà le livre de Marx contre Proudhon, et puis le Manifeste communiste, disent

explicitement qu'avec l'instauration du régime social socialiste l'Etat se dissout de lui-même (sich auflöst) et disparaît. L'Etat n'étant qu'une institution temporaire dont on est obligé de se servir dans la lutte, dans la révolution, pour réprimer par la force ses adversaires, il est parfaitement absurde de parler d'un Etat populaire libre : tant que le prolétariat a encore besoin de l'Etat, ce n'est point pour la liberté, mais pour réprimer ses adversaires. Et le jour où il devient possible de parler de liberté, l'Etat cesse d'exister comme tel. Aussi proposerions-nous de mettre partout à la place du mot Etat le mot "communauté" (Gemeinwesen), excellent vieux mot allemand, répondant au mot français "commune" (pp. 321-322 de l'original allemand). (L'Etat et la révolution - V. Lénine)

En complément.

Lénine - Comme l'on sait, l'activité pratique des social-démocrates s'assigne pour tâche de diriger la lutte de classe du prolétariat et d'organiser cette lutte sous ses deux aspects : socialiste (lutte contre la classe des capitalistes en vue de détruire le régime des classes et d'organiser une société socialiste), et démocratique (lutte contre l'absolutisme en vue d'instaurer en Russie la liberté politique et de démocratiser le régime politique et social du pays). Nous avons dit : comme l'on sait. En effet, dès leur apparition en tant que courant social et révolutionnaire distinct, les social-démocrates russes ont toujours très nettement indiqué cet objectif de leur activité; ils ont toujours souligné les deux aspects et le double contenu de la lutte de classe du prolétariat; ils ont toujours insisté sur la liaison indissoluble de leurs tâches socialistes et démocratiques, liaison qui s'exprime concrètement dans le nom qu'ils se sont donné. Néanmoins, vous rencontrerez souvent encore des socialistes qui se font une idée complètement fautive des social-démocrates, qui les accusent de négliger la lutte politique, etc.

LVOG - Cette confusion fut l'une des raisons qui conduisit Marx et Engels après la Commune à se réclamer du communisme.

Lénine - Convaincus que seule la doctrine du socialisme scientifique et de la lutte des classes peut à l'heure actuelle être la théorie révolutionnaire servant de drapeau au mouvement révolutionnaire, les social-démocrates russes la diffuseront de toutes leurs forces et la défendront contre les fausses interprétations; ils se dresseront contre toutes les tentatives de rattacher le mouvement ouvrier encore jeune de la Russie à des doctrines moins précises. Les considérations théoriques prouvent, et l'activité pratique des social-démocrates démontre, que tous les socialistes de Russie doivent devenir des social-démocrates.

LVOG - Avis à ceux qui adoptent "des doctrines moins précises" ou tiennent un discours approximatif ou ambigu...

Lénine - Outre la propagande du socialisme scientifique, les social-démocrates russes s'assignent pour tâche la propagande dans les masses ouvrières des idées démocratiques ; ils s'attachent à mettre en lumière toutes les manifestations de l'absolutisme, son contenu de classe, la nécessité de le renverser...

LVOG - Pour ce qui est de "la nécessité de le renverser", il n'y a plus que les gauchistes pour y faire référence...

Lénine - S'il n'est pas une question de la vie ouvrière, dans le domaine économique, qui ne doit être utilisée aux fins d'agitation économique, il n'est pas non plus de question, en matière politique, qui ne doit faire l'objet d'une agitation politique. Ces deux formes d'agitation sont indissolublement liées dans l'activité des social-démocrates, comme les deux côtés d'une médaille. L'agitation économique et l'agitation politique sont, au même titre, indispensables au développement de la conscience de classe du prolétariat; elles sont l'une et l'autre, au même titre, indispensables pour guider la lutte de classe des ouvriers russes, car toute lutte de classe est une lutte politique.

LVOG - On retiendra ou on se remémorera que "toute lutte de classe est une lutte politique.

Lénine - Nous avons montré le lien indissoluble qui unit la propagande et l'agitation socialistes et démocratiques, le parallélisme total de l'action révolutionnaire dans l'une et l'autre sphères. Mais il existe aussi une différence importante entre ces deux formes d'activité et de lutte. Cette différence tient au fait que, dans la lutte économique le prolétariat est absolument seul : il a contre lui la noblesse terrienne et la bourgeoisie, bénéficiant seulement (et encore pas toujours) de l'aide des éléments de la petite bourgeoisie qui se sentent attirés vers lui. Tandis que dans la lutte démocratique, politique, la classe ouvrière russe n'est pas seule : elle a à ses côtés tous les éléments, couches et classes politiquement dans l'opposition, qui sont hostiles à l'absolutisme et le combattent sous telles ou telles formes. A côté du prolétariat il y a aussi les éléments d'opposition de la bourgeoisie ou des classes cultivées, ou de la petite bourgeoisie, ou des nationalités, religions, sectes, etc., etc., persécutées par l'absolutisme. Une question se pose tout naturellement : quelles doivent être les rapports de la classe ouvrière avec ces éléments ? Et ne doit-elle pas s'allier à eux pour lutter ensemble contre l'absolutisme ? Puisque tous les social-démocrates reconnaissent qu'en Russie la révolution politique doit précéder la révolution socialiste, ne convient-il pas, après s'être allié à tous les éléments d'opposition politique pour lutter contre l'absolutisme, de laisser pour l'instant le socialisme de côté ? N'est-ce pas obligatoire pour intensifier la lutte contre l'absolutisme ?

LVOG - Il fallait entendre par "le socialisme", la remise en cause de la propriété privée des moyens de production, l'expropriation des capitalistes.

On remplacera de nos jours "les éléments d'opposition de la bourgeoisie", par les capitalistes (et leurs représentants) qui tentent de résister au mondialisme ou au néolibéralisme qui les réduit en simples commis des banquiers ou qui menace de les faire disparaître.

Lénine- Examinons ces deux questions.

L'attitude de la classe ouvrière, en tant que combattant contre l'absolutisme, envers tous les autres groupes et classes d'opposition politique de la société, est déterminée avec une parfaite précision par les principes essentiels du social-démocratie, exposés dans le célèbre Manifeste du Parti Communiste. Les social-démocrates soutiennent les classes progressistes de la société contre les classes réactionnaires, la bourgeoisie contre les représentants de la propriété terrienne avec leurs privilèges de caste et contre le corps des fonctionnaires ; la grande bourgeoisie contre les aspirations réactionnaires de la petite bourgeoisie. Ce soutien ne suppose ni ne requiert aucun compromis avec les programmes et les principes non social-démocrates : c'est le soutien d'un allié contre un ennemi déterminé.

Si les social-démocrates prêtent ce soutien, c'est pour hâter la chute de l'ennemi commun, mais ils n'attendent rien pour eux-mêmes de ces alliés temporaires et ne leur font aucune concession. Les social-démocrates soutiennent tout mouvement révolutionnaire contre le régime social actuel, toute nationalité opprimée, toute religion persécutée, toute catégorie sociale humiliée et ainsi de suite, dans leur lutte pour l'égalité des droits.

LVOG - "Les social-démocrates soutiennent (...) toute religion persécutée", voilà qui va en mettre plus d'un mal à l'aise ! Et c'est vrai qu'on a manqué d'a propos sur cette question, observant qu'elles étaient toutes attaquées, hormis une, le judaïsme qui participe à la persécution de toutes les autres. On a laissé le terrain libre à l'extrême droite ou aux opportunistes en tous genres, une faiblesse ou une erreur politique, un manque de courage la plupart du temps de la part de nos dirigeants...

(...)

Lénine- Enfin, dans la pratique, ce soutien se traduit par le fait que les social-démocrates russes sont prêts à conclure des alliances avec les révolutionnaires d'orientation différente en vue d'atteindre tels ou tels objectifs partiels, ce qu'ils ont plus d'une fois pratiquement démontré.

LVOG - Alliance que l'on doit encourager évidemment, sauf quand s'y trouvent mêlés des éléments de la réaction afin d'atteindre de tout autre objectif que celui affiché, ce à quoi s'emploie presque systématiquement le NPA par exemple.

Nous en arrivons ainsi à la deuxième question. Tout en montrant la solidarité qui unit tels ou tels groupes d'opposition aux ouvriers, les social-démocrates mettront toujours les ouvriers au premier plan ; ils s'attacheront toujours à expliquer le caractère temporaire et conditionnel de cette solidarité; ils souligneront toujours que le prolétariat est une classe à part qui, demain, peut se trouver opposée à ses alliés d'aujourd'hui. On nous dira : « Cette mise au point affaiblira tous ceux qui combattent à l'heure actuelle pour la liberté politique. » Une telle mise au point, répondrons-nous, fortifiera tous ceux qui combattent pour la liberté politique. Seuls sont forts les combattants qui s'appuient sur les intérêts réels, bien compris de classes déterminées ; et tout escamotage de ces intérêts de classe, qui jouent dès à présent un rôle prépondérant dans la société moderne, ne fera qu'affaiblir les combattants. Premier point.

LVOG - "Tout escamotage de ces intérêts de classe" semble approprié à la formule du "gouvernement libre"...

Lénine - En second lieu, dans la lutte contre l'absolutisme la classe ouvrière doit se mettre à part, car elle seule est l'ennemi conséquent jusqu'au bout et irréductible de l'absolutisme ; c'est entre elle seule et l'absolutisme que les compromis sont impossibles ; c'est dans la classe ouvrière seule que le démocratisme peut trouver un partisan sans réserve, qui n'hésitera ni ne regardera en arrière. Dans toutes les autres classes, dans tous les autres groupes et couches de la population, l'hostilité envers l'absolutisme n'est pas irréductible ; leur démocratisme regarde toujours en arrière. La bourgeoisie ne peut pas ne pas se rendre compte que l'absolutisme freine le développement industriel et social; mais elle redoute la démocratisation complète du régime politique et social, et peut toujours faire alliance avec l'absolutisme contre le prolétariat. La petite bourgeoisie a une double nature ; attirée vers le prolétariat et le démocratisme, elle l'est aussi vers les classes réactionnaires ; elle cherche à freiner l'histoire; elle est capable de se laisser prendre aux expériences et aux avances de l'absolutisme (telle, par exemple, la « politique populaire » d'Alexandre III) ; elle est capable de faire alliance avec les classes gouvernantes contre le prolétariat pour consolider la situation de petit possédant. Les personnes instruites, les intellectuels en général, ne peuvent manquer de s'insurger contre la barbare oppression policière de l'absolutisme qui persécute la pensée et le savoir ; mais les intérêts matériels de ces intellectuels les attachent à l'absolutisme et à la bourgeoisie, les obligent à se montrer inconséquents, à passer des compromis, à vendre leur ardeur révolutionnaire et leur esprit d'opposition pour les émoluments que l'État leur verse ou pour une participation aux bénéfices ou aux dividendes. Quant aux éléments démocratiques appartenant aux nationalités opprimées ou professant une religion persécutée, chacun sait et voit que les antagonismes de classe au sein de ces catégories de la population sont beaucoup plus forts et plus profonds que la solidarité de toutes les classes de telle ou telle catégorie contre l'absolutisme et pour des institutions démocratiques. Seul le prolétariat peut être – et, en raison de sa situation de classe, il ne peut pas ne pas être – démocrate jusqu'au bout, ennemi déterminé de l'absolutisme, sans concession ni compromis. Seul le prolétariat peut être un combattant d'avant-garde pour la liberté politique et les institutions démocratiques ; car, premièrement, c'est le prolétariat qui a le plus à souffrir de l'oppression politique, car celle-ci ne trouve aucun correctif dans la situation de cette classe, laquelle n'a accès ni au pouvoir suprême, ni même au corps des fonctionnaires, ni n'a la possibilité d'influencer l'opinion publique. En second lieu, seul le prolétariat est capable de réaliser jusqu'au bout la démocratisation du régime politique et social, car une telle démocratisation mettrait ce régime entre les mains des ouvriers. Voilà pourquoi la fusion de l'activité démocratique de la classe ouvrière avec le démocratisme des autres classes et groupes affaiblirait la vigueur du mouvement

démocratique, affaiblirait la lutte politique, la rendrait moins résolue, moins conséquente, plus portée aux compromis. En revanche, l'affirmation de la classe ouvrière comme telle, en tant que combattant d'avant-garde pour les institutions démocratiques, renforcera le mouvement démocratique, intensifiera la lutte pour la liberté politique, car la classe ouvrière stimulera tous les autres éléments démocratiques et d'opposition politique ; elle poussera les libéraux vers les radicaux politiques, elle poussera les radicaux à rompre sans retour avec tout le régime politique et social de la société actuelle. Nous avons dit plus haut que tous les socialistes de Russie devaient devenir des social-démocrates. Nous ajoutons maintenant : tous les démocrates véritables et conséquents de Russie doivent devenir des social-démocrates. (Lénine :Les tâches des social-démocrates russes - 1897)

LVOG - "La fusion de l'activité démocratique de la classe ouvrière avec le démocratism des autres classes et groupes affaiblirait la vigueur du mouvement démocratique, affaiblirait la lutte politique, la rendrait moins résolue, moins conséquente, plus portée aux compromis", lorsqu'elle est poussée à l'extrême jusqu'à constituer la nature d'un parti ouvrier ou influencer sa ligne politique, elle conduit à sa décomposition, à son éclatement ou le condamne à végéter, à justifier ses compromis honteux par d'autres compromis ou reniements et ainsi de suite, à l'instar du PT par exemple.

Capitalisme : Stop ou encore ? Dans quel monde vivons-nous ?

En lisant ces articles, je n'ai pas pu empêcher de me dire que dans mes causeries j'étais encore largement en dessous de la réalité, alors que l'on m'a reproché mon discours outrancier, du coup je me dis qu'il y a de quoi s'interroger sur la manière dont les gens interprètent la situation.

En fait ce qu'on nous demande, c'est de les ménager, alors qu'ils s'en prennent mille fois plus dans la gueule de la part des capitalistes ou de leur société immonde. La description qu'on en a dans les articles suivants se passe de commentaires ou d'interprétations tellement elle est saisissante, à peine croyable...

- Etats-Unis. La ploutocratie c'est maintenant ! par Michael Brenner - Les Crises.fr 29 septembre 2018

Extraits.

Les Crises - Les États-Unis peuvent être qualifiés aujourd'hui de ploutocratie – pour un certain nombre de raisons, et cela a un impact profond sur les médias, l'éducation et les groupes de réflexion – et même sur l'ensemble de la société, dit Michael Brenner.

Michael Brenner - Ploutocratie signifie littéralement le pouvoir des riches. Le « pouvoir » peut avoir diverses nuances de signification : ceux qui exercent l'autorité d'une fonction publique sont riches ; leur richesse explique pourquoi ils occupent cette fonction ; ils exercent cette autorité dans l'intérêt des riches ; ils ont la principale influence sur qui occupe ces fonctions et sur les mesures qu'ils prennent.

Aujourd'hui, les États-Unis remplissent les critères d'une ploutocratie – pour plusieurs raisons. Regardons quelques éléments de preuve frappants. La redistribution du revenu brut vers le haut de la hiérarchie a été une caractéristique de la société américaine au cours des dernières décennies. Des statistiques bien connues nous indiquent que près de 80 % de la richesse nationale générée depuis 1973 est passée aux 2 % les plus riches et 65 % aux 1 % supérieurs. Les estimations de l'augmentation du revenu réel des travailleurs salariés au cours des 40 dernières années varient de 20 à 28 %. Au cours de cette période, le PIB réel a augmenté de 110 % – il a plus que doublé.

En bref, l'écrasante fraction de toute la richesse créée sur deux générations est allée à ceux qui se trouvent au sommet de la pyramide des revenus.

Cette tendance s'est nettement accélérée depuis la crise financière de 2008. Entre 2000 et 2012, la richesse nette réelle de 90 % des Américains a diminué de 25 %. Warren Buffet, Jeff Bezos et Bill Gates et al, c'est-à-dire le 1% le plus riche de la population mondiale, possèdent aujourd'hui plus de la moitié de la richesse mondiale (selon un rapport du Crédit Suisse en novembre 2017). Crésus est vert de jalousie.

Ce n'est pas un accident

Théoriquement, il est possible que ce changement soit dû à des caractéristiques économiques structurelles opérant à l'échelle nationale et internationale. Cet argument ne tient pas, cependant, pour trois raisons.

Tout d'abord, il y a tout lieu de penser qu'un tel processus s'est accéléré au cours des neuf dernières années, au cours desquelles les disparités se sont accrues à un rythme plus rapide. Deuxièmement, d'autres pays (beaucoup plus imbriqués dans l'économie mondiale) n'ont rien vu de tel que le phénomène spectaculaire qui se produit aux États-Unis. Troisièmement, la volonté de la classe politique du pays d'ignorer ce qui s'est passé et l'absence de mesures correctives qui auraient pu être prises sont en soi des indicateurs clairs de qui façonne la pensée et détermine la politique publique.

En outre, plusieurs mesures gouvernementales importantes ont été prises qui favorisent directement les intérêts financiers. Cela comprend le démantèlement de l'appareil de réglementation des activités financières en particulier et les grandes entreprises en général.

L'exploitation effrénée du système par les banques prédatrices a été rendue possible par les « réformes » Clinton des années 1990 et l'application laxiste de ces règles qui prévalaient encore. L'ancien procureur général Eric Holder, rappelons-le, est allé jusqu'à admettre que les décisions du ministère de la Justice quant au moment d'intenter des poursuites criminelles contre les plus grandes institutions financières ne dépendront pas seulement de la question des violations juridiques, mais incluront les effets hypothétiques de ces poursuites sur la stabilité économique. (Ces effets négatifs sont grandement exagérés).

Auparavant, M. Holder avait accordé une immunité générale à la Bank of America et à d'autres prêteurs hypothécaires pour leur apparente criminalité en falsifiant par la signature robotisée des documents de saisie sur des millions de propriétaires de maisons. En résumé, l'égalité de protection et d'application de la loi a été suspendue. C'est de la ploutocratie.

De plus, les exacerbations d'une culture réglementaire qui, en fait, fait des fonctionnaires des complices apprivoisés de l'exploitation financière sont apparues avec force lors des audiences du Comité Levin sur le scandale « London Whale » de J.P. Morgan Chase en 2013. Les responsables de Morgan ont déclaré de façon désinvolte qu'ils avaient choisi de ne pas informer le Controller of the Currency [organisme étatique, sous la tutelle du département du Trésor des États-Unis, chargé de réguler et de surveiller les banques nationales implantées aux États-Unis, NdT] des incohérences de leur comptes de négociation, sans aucunement se soucier du fait qu'ils enfreignaient peut-être la loi, étant convaincus que c'était la prérogative de J.P. Morgan de ne pas le faire.

Les hauts responsables des autorités de régulation ont expliqué qu'ils ne considéraient pas qu'il était de leur devoir de surveiller la conformité ou de vérifier si les déclarations faites par leurs homologues de Morgan étaient exactes. Ils ont également accepté d'être traités de manière insultante, par exemple d'être traités de « stupides » en face par des cadres supérieurs de

Morgan. C'est de la ploutocratie à l'œuvre. L'audition de la Commission sénatoriale des finances n'a rassemblé que trois sénateurs – encore un autre signe de ploutocratie à l'œuvre. Quand les méga-banques font des profits illicites en blanchissant de l'argent pour les cartels de la drogue et s'en tirent avec une tape sur la main, comme HSBC et d'autres, c'est aussi de la ploutocratie. Franklin Delano Roosevelt, dit-on à juste titre, a sauvé le capitalisme américain. Barack Obama a sauvé le capitalisme financier prédateur.

Le système juridique est censé réguler le fonctionnement de la société indépendamment des personnes appartenant à une catégorie de nantis ; s'il est rendu malléable entre les mains des fonctionnaires pour servir les intérêts privilégiés de certains, il cesse de constituer un instrument neutre pour le bien commun. Dans la société d'aujourd'hui, il devient l'instrument d'une ploutocratie.

Les géants de la finance et les grandes entreprises en général peuvent compter sur des juges compréhensifs pour les tirer d'affaire lorsqu'ils sont acculés par les procureurs. Le procureur du district sud de New York, Preet Bharara, faisait une tentative sérieuse de demander des comptes à plusieurs prédateurs lorsque la Cour suprême de New York lui a coupé l'herbe sous le pied. Leur interprétation généreuse de la décision douteuse de la Cour suprême dans des affaires de commerce illicite a confirmé l'annulation de la condamnation de Michael S. Steinberg, le plus haut dirigeant du célèbre fonds de couverture SAC Capital Advisors. Bharara a été obligé d'abandonner sept affaires en suspens contre les gros bonnets de Wall Street.

Fraude fiscale des sociétés

Il existe une myriade d'autres exemples de complicité entre législateurs ou régulateurs, d'une part, et intérêts commerciaux particuliers, d'autre part. Les jugements de l'Agence de protection de l'environnement qui sont renversés sous la pression combinée des intérêts commerciaux des politiciens concernés et redevables en sont un. La décision du gouvernement de ne pas demander le pouvoir de négocier avec les compagnies pharmaceutiques sur le prix des médicaments payés avec des fonds publics en est un autre. La tolérance à l'égard de la dissimulation de profits à l'étranger de l'ordre de dizaines de milliards de dollars est le troisième. Ce dernier est le plus scandaleux. Certaines des entreprises les plus juteuses paient peu ou pas d'impôt fédéral. Apple se distingue parmi elles – elle n'a rien payé. Facebook et Microsoft suivent de près. General Electric a reçu un remboursement d'impôt en 2015 – après des revenus de 8 milliards de dollars. Son taux d'imposition global dans toutes les juridictions était de 3,2 %.

En Californie, plusieurs géants du secteur privé (dont Apple et Genentech) ont lancé une campagne agressive dans un effort sans précédent pour se faire rembourser les impôts fonciers au motif que leurs actifs ont été surévalués – et que leurs bénéficiaires ont été injustement réduits. La ville de Cupertino, dans la Silicon Valley, accueille le siège mondial d'Apple, qui y a construit son vaste campus en 2014. Elle compte 13 000 employés.

Combien la société paie-t-elle à la ville de Cupertino pour les services qu'elle fournit ? 6 000 \$.

Apple a rejeté les suggestions polies selon lesquelles elle pourrait augmenter ce montant au motif que cela serait en contradiction avec son modèle commercial. La menace de déménager et déplacer le tout à Sheboygan n'est guère crédible étant donné ses investissements de plusieurs milliards de dollars dans le béton et le verre. Le pouvoir d'Apple d'obtenir ce qu'il veut est politique et culturel. Cupertino, soit dit en passant, était une ville prospère avant qu'Apple ne s'y installe.

Même à Seattle, bastion de la politique progressiste, Amazon a montré combien il est facile d'intimider et de contraindre les politiciens à la soumission. En mai, une mesure novatrice a été promulguée en matière d'impôt des sociétés, qui permettrait de recueillir 50 millions de dollars par année pour aider à couvrir le coût des programmes de logement abordable dont le pays a

désespérément besoin. Il a été adopté à l'unanimité par le conseil municipal et a été acclamé à l'échelle nationale.

En juin, le projet a été rejeté par un vote de 7 contre 2. Que s'était-il passé pour produire ce 'miracle' ? Simple – Amazon a annoncé qu'elle suspendait tous ses plans d'expansion pour Seattle, et a été rejointe par Microsoft, Starbucks et d'autres dans une déclaration de guerre contre la ville. La maire Jenny Durkin a cédé : « Nous vous avons entendu », dit-elle en agitant le drapeau blanc et en s'inclinant devant ses maîtres.

Bref, une ville assiégée par les barbares s'est sauvée en s'asservissant. Ainsi, Seattle n'est guère différente d'une vieille ville industrielle dirigée par une entreprise comme Bethlehem ou Scranton, en Pennsylvanie. C'est là notre brillant avenir high-tech sous la ploutocratie.

Veillez noter : Seattle et la Silicon Valley sont les endroits où Barack Obama, Hillary Clinton et d'autres dirigeants démocrates vont plaider pour l'argent des vautours des fonds spéculatifs et des milliardaires de l'informatique afin de financer leurs campagnes de réformes « républicaines allégées ».

Über Alles

[Références aux paroles de l'hymne allemand « Deutschland, Deutschland über alles », où « über alles » signifie « par-dessus tout » dans le sens de priorité et non de primauté ou supériorité, NdT]

L'éthique du « droit d'entreprise » est portée à son paroxysme par Uber. L'entreprise fait bien sûr fi des lois et des règlements. Elle exploite ses employés jetables pour se constituer une clientèle et dit ensuite aux autorités locales que s'ils appliquent les règles, Uber partira – et laissera les électeurs en colère derrière elle. Actuellement, ils contestent avec véhémence une décision de la Cour suprême de Californie selon laquelle ses travailleurs jetables ne sont pas des « entrepreneurs indépendants ». De manière typiquement agressive, les dirigeants d'Uber achètent les politiciens et incitent ses partisans à obtenir une exception législative. Ariana Huffington, ancienne militante progressiste, membre du conseil d'administration, est entièrement d'accord. C'est ce qui se passe dans une ploutocratie.

Des interprétations assouplies des lois fiscales par l'IRS [Internal Revenue Service] à l'avantage des personnes à revenu élevé peuvent être ajoutées à la liste. Il en va de même pour les cadeaux offerts aux sous-traitants fournisseurs exclusifs pour les dizaines de milliards de dollars gaspillés en Irak et en Afghanistan. Le nombre de ces aides directes aux grandes entreprises et aux riches est infini.

Le fait est que le gouvernement, à tous les niveaux, sert des intérêts égoïstes particuliers, peu importe qui occupe des postes élevés. Bien qu'il y ait une certaine différence entre les républicains et les démocrates à cet égard, elle s'est rétrécie sur la plupart des principaux points, au point que les propriétés fondamentales du système de favoritisme sont si bien établies qu'elles sont imperméables aux résultats électoraux. L'expérience la plus révélatrice que nous avons de cette dure réalité est la décision stratégique de l'administration Obama de permettre à Wall Street de déterminer comment et par qui la crise financière de 2008 serait gérée.

La partialité systémique est le facteur le plus crucial dans la création et le maintien des orientations ploutocratiques du gouvernement. Elle est confirmée et renforcée par l'identité et l'identification des personnes qui occupent effectivement de hautes fonctions électives.

Nos dirigeants sont presque tous riches selon n'importe quelle norme raisonnable. La plupart sont très riches. Le cabinet de Trump est dominé par des milliardaires. Ceux qui n'étaient pas déjà

riches ont aspiré à le devenir et ont réussi. Les Clinton en sont un exemple frappant. Cette aspiration se manifeste dans la manière dont ils se conduisent en fonction.

Le Congrès, pour sa part, est composé de deux clubs d'hommes/femmes riches. Dans de nombreux cas, la richesse personnelle les a aidés à gagner leurs postes. Dans beaucoup d'autres, ils nouent des liens avec des lobbies qui fournissent les fonds nécessaires. L'ancien sénateur Max Baucus aurait dû porter un chandail Big Pharma, comme les joueurs de football, si les règles sur la publicité étaient appliquées. Qu'ils soient « achetés » d'une manière ou d'une autre, ils sont sûrement souvent cooptés. L'aspect le plus insidieux de la cooptation est de voir le monde du point de vue des intérêts économiques privilégiés et particuliers.

La transformation des Démocrates

La transformation du Parti démocrate, qui est passé du rôle de représentant des gens simples à celui de n'être qu'une « autre clique », est un commentaire révélateur de la manière dont la politique américaine a dégénéré en ploutocratie. Le renouvellement du parti pour satisfaire les intérêts des riches a été un thème de la dernière décennie ou plus.

De la Maison-Blanche d'Obama aux salles du Congrès, les chefs du parti (et la plupart des partisans) ont reconnu la domination des idées conservatrices sur la stratégie macro-économique (le dogme de l'austérité), sur le maintien du « non-système » des soins de santé à but lucratif, sur le sauvetage des grands acteurs financiers au détriment des autres et de la stabilité économique, sur la dégradation de la sécurité sociale et du système de santé. Le dernier point est le plus flagrant – et le plus révélateur – de nos voies et moyens ploutocratiques. Car elle implique une combinaison de tromperies intellectuelles, de manipulations flagrantes des chiffres et de mépris pour les conséquences humaines à une époque de détresse croissante pour des dizaines de millions de personnes. En d'autres termes, il est impossible de dissimuler ou de détourner les compromis qui ont été faits, qui serait lésé et qui continuerait de bénéficier des avantages de politiques budgétaires partiales.

La preuve la plus convaincante de la façon dont les intérêts financiers façonnent la politique américaine est le désintéret systématique pour les manifestations les plus flagrantes du capitalisme prédateur. Pensez à l'exonération fiscale que les dirigeants d'entreprises se sont accordée en concevant des moyens ingénieux de se faire enregistrer dans des paradis fiscaux (ou même dans un cyber espace sans impôt) où tous les profits sont enregistrés via la manipulation des prix de transfert – comme indiqué ci-dessus. Pourtant, aucun projet de loi n'a été proposé pour remédier à ce détournement flagrant de la richesse que l'une ou l'autre des deux chambres du Congrès des États-Unis examine actuellement. Elle n'a été soulevée, quoique marginalement et brièvement, que par un seul candidat aux élections de 2016, Bernie Sanders.

Personne n'en parle cette année de mi-mandat. Quant aux vautours des hedge funds/private equity, Newt Gingrich les a dénoncés – lui, entre tous – lors des primaires républicaines de 2012 contre Mitt Romney. C'est la principale raison de sa victoire surprise en Caroline du Sud. Puis vint le débat très médiatisé en Floride. À la surprise générale, M. Gingrich n'a jamais parlé de la carrière de Romney en tant que prédateur de fonds spéculatifs. Que s'est-il passé ? Les poids lourds du Parti lui ont fait une proposition qu'il ne pouvait pas refuser : soit vous la fermez, soit vous ne déjeunerez plus jamais à Washington. Fermez votre cabinet de consultant lucratif, rendez votre carte de célébrité, et commencez à habituer votre nouvelle femme à dîner chez Eat & Park [chaîne de restaurants bon marché, NdT].

Le travail des médias

Il y a une autre dimension, absolument cruciale, à la consécration de la ploutocratie de l'Amérique. C'est contrôler les moyens de façonner la façon dont la population comprend les affaires publiques

et, par conséquent, canaliser la pensée et le comportement dans la direction souhaitée. Nos guides ploutocratiques, nos prophètes et nos formateurs ont grandement réussi à y parvenir. L'un des objectifs de leurs efforts a été de faire des médias des alliés conscients ou de les dénaturer en détracteurs ou en sceptiques. Leur succès est bien visible.

Qui, dans les médias, a contesté la ploutocratie propageant le mensonge selon lequel la sécurité sociale et l'assurance-maladie sont la principale cause de nos déficits dont la faillite imminente met en péril l'économie américaine ? Qui se donne la peine d'informer le public que les fonds fiduciaires de ces deux programmes proviennent d'une source de revenus distincte du reste du budget ? Réponse : Personne à bord ou à proximité des médias grand public.

Qui a rendu le service le plus élémentaire en soulignant que de tous les emplois créés depuis 2009, aussi peu nombreux soient-ils, 60 % au moins ont été à temps partiel ou temporaires ? Réponse : encore une fois, personne. Qui s'est donné la peine de mettre en lumière les failles logiques de la vision intégriste du marché qui a tant déformé les perceptions de ce qui fonctionne et ne fonctionne pas dans la gestion macro-économique ? Oui, Paul Krugman, Joseph Stiglitz et une poignée d'autres – bien que même les collègues de Krugman qui écrivent sur les affaires et l'économie au New York Times ne semblent pas avoir le temps de le lire ou bien manquent d'esprit pour comprendre ce qu'il dit.

Prises de contrôle des groupes de réflexion

Dans le même ordre d'idées, un deuxième objectif a été de dominer le monde des groupes de réflexion et des fondations. Aujourd'hui, presque tous les grands groupes de réflexion de Washington dépendent de l'argent des entreprises. Des hommes d'affaires siègent aux conseils d'administration et façonnent les programmes de recherche. Peter G. Peterson, le milliardaire du fonds de couverture, a choisi la voie la plus directe pour acquérir l'Institut international d'économie, en le renommant d'après son nom. Il s'est ensuite mis à l'utiliser comme un instrument pour poursuivre la campagne contre la sécurité sociale qui est devenue l'œuvre de sa vie.

Et puis il y a Robert Rubin. Rubin est l'essence même de la malversation financière et l'incarnation du lien entre le gouvernement et Wall Street qui a conduit le pays à la ruine. Auteur du programme de déréglementation de Clinton alors qu'il était secrétaire au Trésor, puis super lobbyiste et président de la super banque conglomérée CITI (seulement grâce à sa déréglementation) dans les années avant qu'elle ne soit sauvée de la faillite par Ben Bernanke, Hank Paulson et Tim Geithner, et conseiller de Barack Obama qui a rempli la nouvelle administration de ses protégés. Depuis, il s'est installé en tant que président du Council on Foreign Relations et directeur du très prestigieux et généreusement financé Hamilton Project à Brookings. À la fin de l'année dernière, comme par hasard, les deux organismes ont programmé une conférence de Jaime Dimon, président et directeur général de J.P. Morgan Chase, la plus grande banque américaine. La conférence a été présentée comme un forum permettant à un PDG mondial de premier plan de partager ses priorités et ses idées devant un auditoire de haut niveau composé de membres du CFR. C'est la ploutocratie en action.

L'enseignement démoli

Le troisième objectif a été d'affaiblir l'enseignement public. Nous avons été témoins de l'attaque contre notre système d'écoles primaires publiques au nom de l'efficacité, de l'efficience et de l'innovation. Les « charter schools » [écoles américaines laïques à gestion privée bénéficiant d'une très large autonomie dans l'enseignement et dans les programmes scolaires ; leur financement est public, NdT] sont le mot d'ordre. Les enseignants sont accusés d'être au cœur du problème. Ainsi, la privatisation, une privatisation très rentable, est vendue comme la solution pour sauver la jeunesse américaine en dépit de nombreuses preuves du contraire. La vérité historique est mise de côté : notre système scolaire public est la seule institution, par-dessus toutes les autres, qui a

fait la démocratie américaine. C'est aussi un bastion de la pensée sociale éclairée. Elle peut donc être considérée comme une cible.

Il en va de même pour le prestigieux réseau des universités publiques du pays. D'État en État, elles sont affamées de financement et deviennent des agneaux sacrificiels sur l'autel du culte de l'austérité. Elles aussi sont stigmatisées comme étant « dépassés », comme ne faisant plus le travail de fournir au monde des affaires les travailleurs qualifiés, obéissants et pratiques qu'il désire. Les écoles de commerce, longtemps dépendantes du monde de l'entreprise, sont considérées comme le modèle de partenariat public-privé dans l'enseignement supérieur. L'enseignement à distance, souvent géré par des consultants « experts » ou des « entrepreneurs » à but lucratif, est présenté comme la vague d'un avenir prometteur – un avenir avec moins de professeurs à tendances libérales ayant des idées confuses concernant la vie en société. L'enseignement à distance est le compagnon de l'enseignement supérieur à la mode des écoles à charte. Beaucoup de promesses, peu de réalisations, mais bien conçues pour faire avancer un programme favorable à la ploutocratie.

Ici aussi, les conseils d'administration sont dirigés par des hommes ou des femmes d'affaires. Le coup d'état avorté à l'Université de Virginie a été provoqué par le recteur qui est un promoteur immobilier à Virginia Beach. Le président du conseil d'administration de l'Université du Texas, où les tensions sont au plus haut, est un promoteur immobilier. Le président du conseil d'administration de l'Université de Californie est le PDG de deux sociétés de capital-investissement – et le mari de la sénatrice Diane Feinstein. Son projet favori était de placer l'argent de la caisse de retraite des enseignants de Californie (CALPERS) sous la tutelle d'affaires financières privées. Deux anciens administrateurs du fonds font actuellement l'objet d'une enquête criminelle pour avoir reçu d'importants pots-de-vin d'autres sociétés de capital-investissement auxquelles ils ont versé des fonds – et qui les ont ensuite employés comme « fourgues ». C'est de la ploutocratie à l'œuvre.

L'argent comme mesure de toutes les choses

L'accomplissement ultime d'une ploutocratie est de se légitimer en ancrant dans l'esprit de la société l'idée que l'argent est la mesure de toutes choses. Cela représente l'accomplissement, c'est la condition sine qua non pour donner aux gens ce qu'ils veulent le plus. C'est la mesure de la valeur d'un individu. C'est la marque du statut dans une culture anxieuse du statut. Cette façon de voir le monde décrit les conceptions de Bill Clinton, Barack Obama et Donald Trump. C'est Obama qui, au plus fort de la crise financière, a salué Jaime Dimon et Lloyd Blankfein, PDG de Goldman Sachs, comme des « hommes d'affaires avisés et prospères ». C'est Obama qui est devenu avec empressement le copain de golf de Dimon – un Obama qui, deux fois dans sa carrière, a pris des emplois dans des cabinets d'avocats d'affaires. C'est Bill Clinton qui a parcouru le monde en avion d'affaires au cours des douze dernières années. Ce sont eux deux qui ont poussé Alan Simpson et Erskine Bowles à faire pression en faveur de la paralysie de la sécurité sociale. C'est la ploutocratie qui envahit les rangs des dirigeants des deux partis de ce qui était autrefois la république américaine.

La réalisation peut-être la plus extraordinaire de l'aile financière de la ploutocratie a été de convaincre la classe politique que ses activités largement spéculatives sont normales. En effet, elles sont considérées comme la principale raison de la croissance économique. Leur stratagème consiste à dire que leur propre bien-être est essentiel au bien-être de l'économie nationale et qu'ils méritent donc un traitement privilégié.

La subtilité, la discrétion et la retenue sont étrangères à leur style de flibustier profondément enraciné dans la culture et l'histoire du pays. Leur comportement est souvent impulsif et vorace : avides de montrer ce qu'ils peuvent faire impunément et qu'ils sont les chefs de la meute. Ils jouent avec la richesse de la nation pour s'enrichir plutôt que de faire tourner une économie.

Il y a peu d'intérêt à construire quoi que ce soit qui puisse durer – pas de « nouvel ordre », pas de nouveau parti, pas de nouvelles institutions. Pas même des statues pour eux-mêmes. Pourquoi s'embêter alors que le système existant fonctionne si bien maintenant à votre avantage et à celui de vos associés partageant les mêmes idées et les mêmes intérêts qui peuvent facilement orienter les idées, l'argent et les politiques à leur avantage.

Pendant ce temps, le public est aveugle à la façon dont il est trompé et maltraité, en grande partie grâce à des médias d'information couchés à leurs pieds. Peu de changements dans un pays dont l'idéologie civique imprègne la population de la ferme conviction que ses principes et ses institutions incarnent une vertu exceptionnelle. Le fait de contester cela constitue une menace pour les ploutocrates et les médias et le système éducatif qu'ils dirigent ou influencent.

Un État policier au service de Wall Street

L'un des exemples les plus stupéfiants de l'implication ploutocratique directe dans l'État a été l'audace de Wall Street qui a coopté une partie du service de police de New York se dotant d'une unité semi autonome pour contrôler le quartier financier.

Financée par Goldman Sachs et consorts, dirigée en partie par des employés de banques privées occupant des postes administratifs clés et ayant pour mandat explicite de prévenir et de traiter toute activité qui les menace, elle fonctionne avec du matériel à la pointe de la technologie, dans un établissement dédié fourni par ses commanditaires. Pendant des années, l'installation a été gardée « sous le comptoir » afin de ne pas inciter les personnes curieuses à la dénoncer. C'est l'unité qui a coordonné la répression des manifestations du mouvement Occupy à Manhattan. Elle représente l'appropriation d'un organisme public pour servir des intérêts privés.

L'hyper-anxiété de l'après-11 septembre 2001 a servi de couverture politique et idéologique à un accord conçu par le maire Mike Bloomberg (lui-même un milliardaire de Wall Street qui a défendu Wall Street contre toute accusation d'abus financier) en collusion avec ses anciens associés. S'agit-il simplement de Bloomberg exposant la dépendance fiscale de la ville de New York à l'égard des emplois du secteur financier ?

C'est le même Bloomberg qui a tué dans l'œuf une initiative largement soutenue visant à fixer un salaire minimum décent de 10 \$ l'heure avec assurance maladie (11,50 \$ sans) pour les projets de développement qui reçoivent plus d'un million de dollars en subventions des contribuables. Il a stigmatisé la mesure comme « un retour à l'époque où le gouvernement considérait le secteur privé comme une vache à lait... La dernière fois que nous avons vraiment eu une grande économie dirigée, c'était l'URSS et ça n'a pas si bien marché ». On pourrait difficilement être plus ploutocratique – et dans le New York de gauche.

Pas besoin de conspiration

Par ailleurs, les rouages de la ploutocratie ne sont pas bien organisés. Il n'y a pas de complot en tant que tel. C'est la convergence des points de vue et des intérêts personnels de personnes disparates dans différentes parties du système qui a révolutionné la vie publique américaine, le discours public et la philosophie publique.

Personne n'a eu à endoctriner Barack Obama en 2008-2009, à l'intimider ou à le soudoyer. Il s'est rapproché des ploutocrates de son plein gré avec son état d'esprit et ses valeurs déjà conformes à la vision qu'avait la ploutocratie d'elle-même et de l'Amérique. C'est l'homme qui, pendant les deux premières années de sa présidence, a à plusieurs reprises donné une représentation inexacte dans les médias du Social Security Act de 1935 – ignorant et ne prenant pas la peine de le découvrir, ou faisant semblant d'être ignorant afin de faire une comparaison pratique avec son pseudo plan pour les soins médicaux rempli de failles fatales. Après tout, c'est cet homme qui a

cité Ronald Reagan comme modèle pour le type de présidence dont l'Amérique avait besoin. Il a été la preuve vivante de l'efficacité avec laquelle les Américains ont été mis en conformité avec la vision ploutocratique.

Cela ne veut pas dire que le succès des ploutocrates était inévitable – ou qu'ils étaient diaboliquement intelligents pour manipuler tout et chacun à leur avantage. Il y a eu un fort élément de chance dans leur victoire. Leur coup de chance le plus remarquable a été l'incompétence et la myopie de leur opposition potentielle – démocrates progressistes, intellectuels, associations professionnelles, etc. Les ploutocrates ont poursuivi leurs objectifs d'une manière désorganisée et diffuse. Cependant, l'absence d'un adversaire sur le terrain contesté a assuré leur succès.

Pas malins

Quant à l'intelligence, la ploutocratie américaine est en fait une ploutocratie stupide. Premièrement, elle va trop loin. Mieux vaut laisser quelques friandises sur la table pour les 99 pour cent et même quelques miettes pour les 47 pour cent que de risquer de générer du ressentiment et des actes de vengeance.

Depuis l'effondrement financier, les intérêts financiers et commerciaux n'ont pas pu résister à l'envie de s'en prendre aux plus faibles. Aller pêcher la petite monnaie dans le sillage du vol qualifié, c'est frotter les plaies avec du sel. Pourquoi lutter contre une petite augmentation du salaire minimum ? Pourquoi exploiter impitoyablement tous ces intérimaires et travailleurs à temps partiel qui ont si peu de pouvoir économique ou politique de toute façon ? Pourquoi soutirer jusqu'au dernier sou aux petits épargnants et aux détenteurs de cartes de crédit que vous volez déjà systématiquement ? Si l'on prend les choses dans leur ensemble, ce genre de comportement est stupide.

Pour l'expliquer, il faut considérer l'obsession du statut des audacieux flibustiers d'entreprise américains. Ces traits particuliers s'intensifient au fur et à mesure que l'on s'élève dans la hiérarchie des richesses. L'une est l'impulsion de montrer à tous votre supériorité en montrant ce que vous pouvez faire pour vous en tirer. Le « Sharp dealing » [expression péjorative pour décrire un comportement sournois ou rusé qui est techniquement conforme aux règles de la loi, mais qui ne respecte pas l'éthique, NdT] a toujours été très prisé par certains segments de la société américaine. C'est l'homme qui se démène, qui manque d'assurance et qui doit prouver au monde – et à lui-même – qu'il peut agir en toute impunité. Il n'est pas très différent du voyou qui se montre à ses copains et à sa nana.

Au fond, ces gens sont des arnaqueurs – ils recherchent des sensations fortes en montant une arnaque, et non en construisant quelque chose. Ainsi, Lloyd Blankfein [chief executive officer de Goldman Sachs, NdT] ne s'est pas présenté aux réunions de la Maison-Blanche, mais Obama l'a remercié d'avoir fait savoir au président, même si la réunion avait déjà commencé, que Blankfein ne pouvait pas venir. Ainsi pourquoi Jaime Dimon [directeur des opérations chez JPMorgan Chase Co., NdT] a protesté avec indignation contre les mauvais traitements infligés par la presse, par la Maison Blanche et par quiconque.

Ensuite, il y a Jack Welch, le titan de l'industrie américaine qui se pavane, détenant le record Guinness pour le plus grand nombre d'emplois manufacturiers délocalisés par une entreprise, et pourtant il s'est permis d'appeler Obama « anti-business » quand le président a fait son choix à la place du candidat Jeffrey Immelt, qui lui a succédé, et qui a ainsi présidé le Job Council de la Maison blanche. Ou la Banque d'Amérique feignant l'obéissance pour le traitement de faveur obtenu d'Obama sur l'arnaque criminelle sur les saisies hypothécaire.

L'épisode ultime de violation flagrante de la loi est l'affaire MF Holdings – par laquelle, sous la direction de son chef, l'ancien sénateur et gouverneur Jon Corzine, ce fonds de couverture a pris

l'initiative illégale de piller quelques milliards sur des comptes de dépôt pour couvrir les pertes subies dans ses opérations pour compte propre. J.P. Morgan, qui détenait des fonds de MF Global dans plusieurs comptes et qui traitait également les opérations sur titres de la société, a résisté au transfert des fonds aux clients de MF jusqu'à ce que des poursuites judiciaires l'y obligent. Action punitive : aucune. Pourquoi ? Le ministère de la Justice et les organismes de réglementation ont invoqué le prétexte boiteux que les décisions du groupe MF étaient si opaques qu'ils ne pouvaient pas déterminer qui avait cliqué sur la souris. Un soupçon de SNL. Monter des coup comme ceux-là et échapper à toute sanction est le trip personnel ultime.

Là où est l'argent

Willie Sutton, le célèbre braqueur de banque des années 1940, a expliqué ainsi pourquoi il ciblait les banques : « C'est là qu'est l'argent ». Les escrocs financiers d'aujourd'hui s'attaquent aux jeux de paris à haut risque parce que c'est là que les plus gros prennent le plus leur pied. C'est plus important que les plus grosses sommes d'argent – bien qu'elles ajoutent au frisson. Le baron de la finance est un joueur compulsif, qui s'efforce constamment d'améliorer son statut et qui n'est pas sûr de lui. Il a besoin de ses remèdes : de victoire de célébrité, de respect ou de déférence, aussi éphémères soient-ils.

La culture américaine fournit peu d'insignes de rang. Pas de « Messieurs », pas de sièges à la Chambre des Lords, pas de rites de passage qui séparent l'élite blasonnée de nous tous. Comme l'oubli éclipse les plus célèbres et les plus acclamés, ils s'emparent souvent de tout ce qui est à leur portée, aussi ridicule que cela puisse être. Lorsque IR Magazine a décerné à J.P. Morgan le prix de la « meilleure gestion de crise » de 2012 pour sa gestion de la débâcle de la London Whale [littéralement « baleine de Londres »] où un trader français a provoqué un vent de panique sur les marchés financiers, les dirigeants de Morgan étaient là pour exprimer leur reconnaissance, plutôt que pour se cacher honteusement. Le seul personnage de Wall Street qui a gagné le vedettariat sans être déconsidéré dans l'esprit du public est Robert Rubin. Grâce à son agilité et à ses liens politiques, il a semi-institutionnalisé son statut de célébrité. Oui, il y a l'ancien président de la Fed, Paul Volcker. Mais sa stature repose sur une réputation inégalée de service au bien commun et d'intégrité incontestée. Les Blankfein, les Dimon, les Welch et les Rubis non seulement n'ont pas les attributs essentiels, mais ils semblent aussi mépriser le public, le rabaisser plutôt que le servir, ce que même les institutions financières privées devraient faire, tout en faisant un profit raisonnable.

Le dénigrement compulsif des pauvres et des dépossédés par les ploutocrates est peut-être la preuve la plus révélatrice de l'obsession du statut liée à l'insécurité née de leurs acquis souvent mal acquis. C'est au cœur de leur personnalité sociale. Ils semblent trouver nécessaire de stigmatiser tous ceux qui ne sont pas dans leur classe comme des perdants. Ceux du bas de l'échelle sont condamnés comme des dégénérés moraux – toxicomanes, parasites paresseux – plutôt que comme des victimes de leur système financier. Cette posture sert d'une part à souligner leur supériorité et d'autre part à masquer les conséquences humaines de leur rapacité. Un tel comportement est l'antithèse d'une image cultivée du grand patron du commerce – même s'ils paient un prix en termes d'estime publique malgré les efforts des médias pour maintenir leur statut élevé.

Les ploutocrates américains ont un désir profond de croire en leur propre vertu – et de la faire reconnaître par les autres, en dépit des faits. Leur fierté perverse de dominer le système ne ternit pas leur façon de voir leur comportement. Blankfein a dit : « J'ai fait le travail du Seigneur ».

Dimon se pavane à travers le Council on Foreign Relations ou Brookings avec les masses entassées dans son auditoire dont les yeux rayonnent d'adulation alors qu'elles se délectent de sa renommée avides de recevoir sa sagesse sur les grandes affaires du monde. Donnerait-il son avis sur la possibilité que les BRICS puissent truquer le taux LIBOR [(pour London interbank offered rate, en français : taux interbancaire offert à Londres)] avec la connivence de la Banque

d'Angleterre et de la Réserve fédérale – ou ignorer les règles de déclaration la réglementation touchant le système de rapport lorsqu'elles menacent de révéler un système de plafonnement insensé qui perd 6 milliards \$?

Les conséquences généralisées

La ploutocratie dans le style américain actuel a des effets pernicioeux qui vont au-delà de l'influence dominante des riches sur l'économie et le gouvernement du pays. Il crée des précédents et modèle la non-imputabilité et l'irresponsabilité qui imprègnent le pouvoir exécutif dans l'ensemble de la société. Trois administrations présidentielles successives et deux décennies de comportement malhonnête de la part d'élites d'entreprises ont établi des normes aujourd'hui évidentes dans des institutions aussi diverses que les universités et les groupes de réflexion, les associations militaires et professionnelles, voire les clubs privés. Le résultat cumulatif est une dégradation généralisée des normes dans l'utilisation et les abus de pouvoir.

La ploutocratie fait naître des tensions sociales. Logiquement, la principale ligne de tension devrait se situer entre les ploutocrates et le reste d'entre nous – ou, du moins, entre les ploutocrates et tous ceux qui ont des moyens modestes. Mais ce n'est pas le cas aux États-Unis. S'il est vrai qu'il y a eu des propos amers sur les magnats de Wall Street et leurs renflouements au cours de la première année qui a suivi l'effondrement financier, ils ne sont jamais devenus un sujet majeur de clivage politique.

Aujourd'hui, l'indignation s'est apaisée et la politique se résume à l'austérité et à l'endettement plutôt qu'à la distribution de la richesse et du pouvoir qui l'accompagne... Le sentiment profond d'anxiété et de désapprobation qui envahit le peuple se manifeste dans des manifestations de concurrence hostile entre des groupes, tous victimes eux-mêmes des ploutocrates qui prennent en fait une grande part de la richesse nationale, nous laissant tous nous battre pour les déchets. Ce sont donc les employés du secteur privé qui s'opposent aux employés de l'État parce que ces derniers ont une (certaine) assurance-maladie, une certaine retraite et une certaine sécurité par rapport aux premiers qui ont été privés de ces trois éléments. Ce sont les parents qui s'inquiètent de l'éducation de leurs enfants face aux enseignants. Les deux contre les autorités locales à court d'argent. Municipalités contre États. C'est le petit entrepreneur contre les syndicats et les exigences de l'assurance maladie. Les médecins contre les patients contre les administrateurs. Ce sont les directions d'université contre le corps professoral et les étudiants, et le corps professoral contre les étudiants qui se disputent des crédits très réduits.

Tout cela contre les conseils d'administration et les gouverneurs d'État.

Presque tout le monde est irrité par le contraste de plus en plus net entre les espoirs et les aspirations et les sombres réalités de ce à quoi ils pourraient s'attendre pour eux-mêmes et leurs enfants. Pendant ce temps, les gens au sommet attendent avec confiance et dans l'expectative au-dessus de la mêlée qu'ils ont conçue – toujours prêts à se précipiter pour dépouiller ce qui reste au moyen de la privatisation des biens publics, des contrats octroyés sans appels d'offres, des paradis fiscaux et réglementaires, des routes privées à péage, des monopoles des prêts étudiants, des acquisitions rapaces des propriétés saisies avec des mesures incitatives fédérales, et une myriade d'avantages fiscaux.

Le président Obama a utilisé son discours sur l'état de l'Union de 2017 pour envoyer le message haut et fort. « Que les facultés et les universités soient prévenues. Si vous ne pouvez pas empêcher les frais de scolarité d'augmenter, le financement que vous obtenez des contribuables diminuera ». Il a ainsi avancé un raisonnement qui l'a mis sur la même longueur d'onde que Rick Perry parce que la réalité est exactement le contraire. C'est parce que le financement public a diminué des deux tiers au cours des dernières décennies que les facultés et les universités sont obligées d'augmenter les frais de scolarité – malgré la stagnation des salaires des professeurs et du personnel. C'est l'essence même du conditionnement intellectuel au dogme égoïste de la

ploutocratie et de la subornation des pouvoirs publics par la ploutocratie. Au-delà de la captation, c'est l'assimilation.

Est-ce que cette sorte de fierté perverse précède la chute ? Aucun signe que cela se produise pour le moment. La ploutocratie en Amérique est plus susceptible d'être notre destin. Le facteur dynastique croissant opérant au sein de la ploutocratie financière milite dans cette direction. La richesse elle-même a toujours été transférée d'une génération à l'autre, bien sûr ; la réduction des droits de succession ainsi que les taux plus bas dans les tranches de revenus supérieures accentuent généralement cette tendance. Avec le recul de la mobilité socio-économique dans la société américaine, elle prend de l'ampleur.

Quelque chose qui se rapproche d'une identité de caste se forme parmi les élites financières – comme l'incarne Dimon qui est la troisième génération de courtiers en valeurs mobilières et de gestionnaires financiers de Wall Street dans sa famille. Son père était directeur exécutif chez American Express, où le jeune Dimon s'est joint à Sandy Weill. L'an dernier, Dimon a embauché son père de 81 ans pour travailler pour J.P. Morgan Chase, un épilogue révélateur de ce conte générationnel. Le salaire de première année de son père était de 447 000 \$; il devait atteindre 1,6 million de dollars – maintenant que l'apprenti a acquis de l'expérience de travail, vraisemblablement. Le sens des limites ne fait pas partie du personnage de la ploutocratie financière.

Michael Brenner est professeur en affaires internationales à l'Université de Pittsburgh.

Source : Michael Brenner, Consortium News, 05-09-2018

France. Adieu paleron: les bouchers dans le viseur de militants radicaux - AFP 28.09

"Boucher assassin!", "La viande est un meurtre!": radicaux dans leurs paroles et parfois violents dans leur actes, des militants de la cause animale s'en prennent depuis quelques mois à des boucheries, au grand dam de la filière viande qui en appelle à l'Etat pour contrer cette "terreur".

Les nuits sont d'ordinaire calmes à Saint-Arnoult-en-Yvelines, au sud-ouest de Paris. Alors, quand Elisabeth Curé, qui habite au-dessus de son magasin, a entendu l'impact de pavés projetés contre la vitrine de sa boucherie à 03H00 la semaine dernière, elle a "été surprise".

Les inconnus ont aussi tagué "stop répression", "c'est comme ça que j'ai su que c'était des vegan radicaux", explique Mme Curé.

Sa mésaventure est l'un des derniers avatars de la vague de dégradation et destruction de vitrines qui vise boucheries, charcuteries, fromageries et abattoirs, et va du faux sang versé sur la façade des magasins à la pose d'autocollants condamnant le "spécisme" et la "répression".

Dans la nuit de jeudi à vendredi, un abattoir a été partiellement détruit par un incendie apparemment criminel dans l'Ain. Dans la foulée, le président de l'interprofession des viandes bovines Interbev et celui de l'interprofession des viandes porcines Inaporc ont demandé à Emmanuel Macron d'"enrayer immédiatement" les "violences sectaires qui ne peuvent qu'aboutir à une guerre civile".

Pour les antispécistes, le spécisme (du latin "species", l'espèce) est une idéologie qui postule une hiérarchie entre les espèces, notamment entre l'être humain et les animaux. Cette philosophie, qu'accompagne une alimentation végétalienne (qui proscriit tout produit issu des animaux), connaît une fortune aussi fulgurante que récente en France.

"Depuis le début de l'année, on en est à 17 vitrines de boucheries détruites et des dizaines de dégradations", déplore Jean-François Guihard, président de la Confédération française de la boucherie, boucherie-charcuterie, traiteurs (CFBCT) qui représente 18.000 points de vente.

"L'Etat doit prendre les mesures nécessaires", juge-t-il en demandant à rencontrer les ministres de l'Intérieur et de la Justice pour endiguer cette "forme de terreur".

Interrogé au début du mois sur RMC-BFMTV, Gérard Collomb, qui les a reçus cet été, a assuré aux bouchers-charcutiers qu'ils pouvaient "compter sur (lui)".

Mi-septembre six personnes ont été interpellées dans l'enquête sur la vandalisation de neuf commerces, dont des boucheries et poissonneries, dans la métropole lilloise.

Mais, si aucun groupe n'a revendiqué ces actions, bouchers et autorités pointent du doigt une frange minoritaire et violente de l'antispécisme militant.

Parmi les mouvements et associations qui ont fait parler d'eux, L214, 269 Life France et Boucherie Abolition ont entrepris les actions les plus spectaculaires.

L214 s'est fait connaître en diffusant des images choc tournées en cachette dans des élevages ou des abattoirs.

Créée il y a deux ans, Boucherie Abolition se bat "pour l'abolition du génocide appelé boucherie", explique sa porte-parole Solveig Halloin. "Eleveur ne devrait pas être un métier. La routine de l'élevage c'est la violence et la persécution. La vache ne rit pas, elle crie", dit-elle.

Si elle ne revendique aucune dégradation, Solveig Halloin ne les condamne pas, car "les extrémistes de la brutalité, ce sont les bouchers".

Samedi dernier, Boucherie Abolition a organisé avec 269 Life France des happenings devant des boucheries. A Paris, Vincent Aubry et une autre militante de Boucherie Abolition portaient un petit cochon mort qu'ils ont exhibé devant des boucheries pour dénoncer ces commerces qui "vendent du meurtre".

Vincent Aubry ne condamne pas non plus les destructions, mais il se dit "prêt à aller en prison s'il le faut". "Notre seule limite, c'est la violence contre les êtres humains", assure-t-il.

- "Aucune conciliation possible" -

Si en France l'émergence de ces mouvements date d'il y a quelques années, les actions directes antispécistes "ne sont pas récentes" ailleurs en Occident, rappelle Marianne Celka, enseignante-chercheuse à l'université Paul-Valéry de Montpellier.

Dès 1975, l'Australien Peter Singer sort "La libération animale", le livre fondateur des mouvements modernes de défense des droits des animaux. Dans l'Angleterre des années 1960, le Front de libération des animaux sabote des chasses à courre, puis avec le temps certains s'attaquent aux boucheries.

Depuis, le véganisme a gagné du terrain en France, à tel point que certaines grandes surfaces proposent des produits "100% vegan"... parfois à côté de leur rayon boucherie, poursuit Marianne Celka.

Les actions violentes seraient soit le fait "d'anciens activistes échaudés par la manière que le système a eu d'absorber la critique (...), soit dues à d'autres activistes qui sont arrivés là par le biais du véganisme et qui, en creusant, en sont venus à la critique antispéciste".

L'universitaire ne voit "aucune conciliation possible" entre antispécistes et bouchers.

Et pour cause: Solveig Halloin qualifie les bouchers de "vandales". De l'autre côté, Jean-François Guihard, qui les représente et les défend, dit "craindre le pire".

"Ca n'est pas notre souhait, mais certains bouchers pourraient répondre à la violence par la violence", prévient-il. AFP 28.09

C'est ce que ces dégénérés cherchent, créer un climat de guerre civile pour justifier toutes les lois liberticides à venir, accroître le contrôle de la population, etc. Je n'ai pas le temps ici de m'étendre sur ce sujet.

France. Paris. Bagarres, cambriolages, drogués... la cote d'alerte dépassée dans le Nord-est parisien - sputniknews.com 28.09.2018

Les manifestations de riverains et de commerçants excédés se multiplient dans le nord-est de Paris. Les plaignants pointent une insécurité grandissante, liée notamment à la présence de plus en plus nombreuse de fumeurs de crack. Sputnik France a interrogé forces de l'ordre, habitants et commerçants afin de connaître leur quotidien. Enquête.

«Le soir, ils sont parfois plusieurs dizaines voire une centaine. C'est impressionnant.»

Tirant sur sa cigarette pendant qu'il s'affaire à installer le bar, Raphaël devise sur la présence de plus en plus massive de fumeurs de crack sur la place Stalingrad. L'établissement dans lequel il travaille, lieu branché prisé des fêtards parisiens, se situe dans la célèbre Rotonde qui domine le quartier. C'est à quelques mètres de là, à proximité du cinéma MK2, qu'un migrant afghan en situation irrégulière blessé sept personnes, dont quatre grièvement, à coup de couteau et de barre de fer au soir du 9 septembre. Si l'enquête contredit la piste du fumeur de crack qui a craqué, beaucoup d'habitants et de commerçants dénoncent la montée dans le quartier de l'insécurité liée à ces pratiques.

Mercredi 19/9 17h #paris10 scène d'injection & 1 fumeur de #crack sur la voie publique comme tant d'autres qui font le quotidien de ce quartier sacrifié. Pourtant la salle de shoot était ouverte et une camionnette de CRS stationnait à qlques mètres #scmr @prefpolice @Anne_Hidalgo pic.twitter.com/VYB43Y8i6e

— Riverains Lariboisière Gare du Nord (@LariboisiereGDN) 20 septembre 2018

François Dagnaud, maire PS du XIXe arrondissement, a réuni ses administrés le 15 septembre pour discuter des problèmes liés à la toxicomanie: «Je le répète. L'urgence absolue, c'est la sécurité des habitants. Mais il faut aussi agir collectivement pour obtenir la mise en œuvre d'autres actions: le démantèlement des réseaux de drogue par les services de police spécialisée, la création de nouveaux dispositifs de prise en charge des toxicomanes...»

L'édile a multiplié ces derniers mois les courriers adressés aux autorités afin d'alerter sur ce «quartier en danger». Des riverains et des commerçants regroupés dans le «Collectif 19 Stop Crack» ont lancé l'été dernier une pétition en ligne, qui a dépassé les 3.300 signatures. Elle a été adressée au préfet de police de Paris afin de dénoncer une situation «qui se dégrade depuis plusieurs mois à un rythme inquiétant». Sputnik France a tenté d'en savoir plus sur la nature de

cette insécurité et ses origines en donnant la parole aux forces de l'ordre, aux riverains et aux commerçants.

Plus de présence policière

Le 27 juin 2018, les autorités ont ordonné l'évacuation de la «Colline du crack». Ce haut lieu du trafic de drogue situé à proximité de la porte de la Chapelle concentrait une grande partie des fumeurs de crack parisiens.

«Après l'évacuation de la Colline du crack par les forces de l'ordre, les drogués se sont un peu éclatés partout dans les environ et d'un phénomène plutôt concentré, nous sommes passés à de multiples zones de consommation, ce qui a créé des problèmes d'insécurité», explique Axel Ronde, secrétaire général du syndicat de police Vigi.

Aujourd'hui, une grande partie de ces drogués erre entre la porte de la Chapelle et Stalingrad. D'après Le Parisien, ils seraient environ 8.000 dans le secteur. Mais qui sont-ils? «Des gens totalement désociabilisés. Il y a beaucoup de mineurs isolés, dont pas mal de migrants, des sans-domicile fixe, parfois même des habitants de ces quartiers qui vivent majoritairement dans des squats», souligne Axel Ronde.

Difficile d'obtenir des chiffres précis quant à leur nombre ou à l'augmentation réelle ou non de la délinquance. Les données récentes ne sont pas disponibles à cause d'une «préfecture qui communique peu» selon le syndicaliste policier. En janvier 2017, Le Parisien publiait une carte interactive de la délinquance à Paris. Le quotidien s'était basé sur les chiffres de l'Observatoire national de la délinquance et des réponses pénales (ONDRP) pour 2015. Si le nord de Paris était en tête au niveau des faits de violences, une fois les chiffres rapportés au nombre d'habitants, l'hypercentre de la capitale se trouvait être de loin la zone la plus dangereuse.

«Il y a vingt ans, le nord-est de Paris comptait de très nombreux drogués et l'insécurité y était omniprésente. Avec un certain embourgeoisement, la situation s'était calmée au fil des ans», analyse Axel Ronde.

Serait-elle à nouveau en train de dérapage? Sans données précises, reste le sentiment des riverains et des commerçants. Et il est mitigé. Pour certains, il est clair que l'insécurité augmente depuis le début de l'été. Pour d'autres, elle est la même depuis des années. Ava habite à proximité du métro La Chapelle depuis deux ans. Cette trentenaire est excédée par l'atmosphère qui règne dans le quartier:

«Je n'y habite pas par choix, mais par nécessité économique. Je ne pensais pas que ce quartier serait aussi minable que dangereux, et je ne crois pas que les trois CRS qui stationnent depuis quelque temps à l'entrée du métro y changent quelque chose. Absolument toutes les personnes qui vivent dans un périmètre de 100 mètres autour du métro se sont fait agresser l'année dernière. Amis, famille, voisins, ou moi-même, ont fait l'objet d'une agression: tentative de vol de portable, de vélo, de sac à main. Il y a un sentiment d'abandon... les rues sont dégueulasses, les vendeurs de cigarettes sont agressifs, le carrefour en lui-même est une insulte à l'urbanisme et ses habitants.»

La présence policière apaise pourtant certains dans le quartier. Derrière son bar, un employé du «Capucin», situé juste à côté de l'entrée du métro, se félicite d'un changement positif ces derniers temps: «La police est là depuis deux mois et ça va mieux. En général, ils restent jusqu'à minuit, à l'heure où on ferme. Avant, il y avait beaucoup de vols à l'arraché, de bagarres, de gens menacés, mais leur présence a amélioré la situation.»

C'est également l'avis d'Ismaël. Embauché il y a huit mois dans une station essence située entre les métros La Chapelle et Stalingrad, il loue la présence de policiers en civils qui patrouillent régulièrement dans le quartier et qui permettent qu'il ne devienne pas «invivable».

«L'autre jour, un client s'est fait arracher son téléphone juste à côté de la pompe. Le voleur a fait 50 mètres avant d'être arrêté par la police.»

Reste que l'insécurité est une réalité pour beaucoup. Séverine, 24 ans, habitante du quartier de Stalingrad rentrait un soir avec son copain. Un homme «visiblement défoncé» vient demander une cigarette à son conjoint. Le début d'un presque drame: «Mon copain ne fume pas. Il lui a donc signifié et là le type a commencé à s'agiter et l'a frappé au visage. Je n'ai jamais eu aussi peur. Il l'insultait, mais on ne comprenait pas ce qu'il disait. Il était dans un état second. Heureusement, une bande de jeunes est intervenue et a fait partir l'agresseur. Nous n'avons pas porté plainte. Cela ne sert à rien. Il y en a tellement dans le quartier. Je ne sais même pas si ce type était Français.

Personne ne l'aurait retrouvé.»

«On a affaire à des infractions qui vont des petits larcins comme les vols de vélo ou de portables à des cambriolages et parfois cela va jusqu'à l'agression physique, le viol ou le meurtre, souvent tard la nuit ou tôt le matin», explique Axel Ronde.

Le 7 août, France Bleu relatait qu'un cambrioleur avait été interpellé quai de Loire dans le XIXe arrondissement de Paris. Alerté par des cris, un voisin avait appelé la police. À l'arrivée des forces de l'ordre dans l'appartement, l'agresseur était pantalon baissé et tentait de violer sa victime.

«C'est devenu banal de voir les Autolib se faire détruire la nuit, de voir des gens le visage en sang en pleine après-midi, d'assister à des bagarres géantes: oui géantes, parce que si quelqu'un dans le quartier se fait agresser, c'est toute la communauté indienne ou tamoule qui sort dans la rue défendre l'agressé. C'est très impressionnant. Cette solidarité me rassure plus que les flics qui restent plantés devant le square qui abrite les camés du quartier. Mais elle m'effraie aussi parce que, pour en arriver à une telle organisation massive d'autodéfense, c'est que le quartier doit être délaissé depuis bien des années», s'indigne Ava.

Bagarres entre «crackers» et migrants

Du côté de Stalingrad et Jaurès, qui concentrent une grande partie des «crackers» ou fumeurs de crack, les commerçants vivent des moments difficiles. Pauline, jeune serveuse du Grand Marché Stalingrad de la Rotonde parle de clients harcelés et apeurés: «Les "crackers" viennent en terrasse demander des cigarettes, de l'argent ou du feu aux clients. On a eu des vols dans le restaurant. Honnêtement cela devient compliqué.» Peter*, journaliste sportif habitué de l'établissement, décrit une scène qui l'a récemment marqué, alors qu'il se trouvait en terrasse avec des amis:

«Un soir, il devait être aux alentours de minuit, j'ai vu une femme visiblement droguée avoir une altercation avec les membres de la sécurité. Elle les a menacés et est revenue quelques minutes plus tard armée d'une chaîne qu'elle faisait tourner en l'air. Heureusement une de ses amies est intervenue pour calmer la situation. Je n'irai pas jusqu'à dire que le quartier est devenue une "no go zone", mais il est clair que cet été la situation n'est pas allée en s'arrangeant. Aujourd'hui, dans ces quartiers, si l'on vous demande du feu, c'est plus pour allumer une pipe à crack qu'une cigarette.»

Plusieurs commerçants se plaignent d'avoir de moins en moins de clients dans le nord-est de Paris. À proximité de la gare du Nord, où une salle de shoot a été ouverte il y a deux ans, certains

se disent près de mettre la clef sous la porte. Interrogé par nos confrères du Figaro, un restaurateur du quartier n'en peut plus: «Entre 2012 et 2016, mon chiffre d'affaires a augmenté de 300%. Entre 2016 et 2018, il a diminué de 40%», explique-t-il. Avant d'enchaîner: «Nous étions cinq employés et nous ne sommes plus que trois. Je ne me verse plus de salaire depuis deux ans.» D'après lui, «des mecs défoncés entrent parfois dans le restaurant pour demander des clopes» et il assure que de nombreuses bagarres ont lieu quotidiennement: «Beaucoup de clients nous disent qu'ils ne reviendront plus dans notre restaurant à cause de l'insécurité.»

C'est en substance ce que nous ont confié deux employés du Mac Donald de la rue Secrétan à proximité de Stalingrad:

«Au début du mandat de François Hollande, la situation s'était calmée. Depuis cela va en s'empirant et dernièrement on voit plus de drogués, de bagarres et de violences qu'à l'accoutumée dans le secteur.»

Car le crack, ou cocaïne-base, est une drogue qui peut rendre très violent. Si son prix, d'environ six euros le caillou, est si bas, c'est que la drogue est de très mauvaise qualité. «Par ailleurs, dans les heures qui suivent la prise de cocaïne, peuvent apparaître des troubles délirants sous la forme d'épisodes psychotiques avec hallucinations auditives, visuelles et sensorielles. Cette paranoïa induite par la cocaïne peut être accompagnée d'un syndrome de recherche compulsive du produit, plus particulièrement chez les usagers de crack», note sur son site l'Observatoire français des drogues et des toxicomanies (OFDT).

«Le crack est une est pires drogues du monde. Elle est de très mauvaise qualité et a un impact terrible sur le corps et le cerveau de ces personnes qui ne se rendent même plus compte de ce qu'elles font», note Axel Ronde.

C'est précisément le caractère imprévisible des fumeurs de crack qui effraie Pauline et son collègue Jérémy. Ce dernier a reçu un coup de poing d'un «cracker» après lui avoir refusé une cigarette un soir en rentrant du travail. «Les camés au crack peuvent faire très peur, ils sont dans un état second. En plus, ils ont parfois des seringues, etc. Tu te dis "si je tombe sur un fou il va m'attaquer avec"», lance Pauline.

Alors elle s'adapte. Comme de nombreux riverains et travailleurs du Nord-est parisien. En cette chaude fin d'après-midi de septembre, elle porte une jupe longue qui recouvre l'intégralité de ses jambes. Un choix qui n'en n'est pas vraiment un. «J'ai mis une jupe longue au lieu d'une courte parce que je sais que je termine tard ce soir et que je vais devoir traverser la place. Je ne veux pas céder à la peur alors je rentre en métro, mais je prie pour que rien ne m'arrive», explique-t-elle.

«Par réflexe, quand je sors du métro, je garde toujours mon portable dans une poche intérieure et je choisis mes vêtements en fonction. Je garde aussi ma clef dans la main pour ne pas avoir à chercher dans mon sac dans la cage d'escalier, au risque de tomber sur des gamins défoncés qui m'agressent, comme c'est arrivé à la voisine», raconte Ava.

Certains refusent totalement de céder à la peur. Et jugent même que la situation n'est pas si dramatique. C'est le cas de Marie. Cette jeune fille de 25 ans vit en face du canal de l'Ourcq à proximité de Stalingrad. Elle ne constate pas de dégradation au niveau sécuritaire dans le quartier:

«Je n'ai pas l'impression que le quartier soit moins sûr qu'avant et ça fait deux ans que j'y habite. Je n'ai jamais eu le moindre souci, alors que je suis une nana et que je rentre tard pratiquement tous les soirs, car je travaille en décalé. Il y a en effet beaucoup de mecs qui traînent dans la rue, ce n'est pas toujours très rassurant. Mais il y'a une distinction à faire entre les migrants et drogués. Ces derniers peuvent effectivement poser problème.»

De fait, le nord-est de Paris abrite de nombreux individus issus de la récente crise migratoire qui frappe l'Europe. Les démantèlements de camps qui ont eu lieu avant l'été dans la capitale en ont jeté de nombreux dans les rues de Paris et de sa zone nord-est. Et la cohabitation avec les «crackers» ne se passe pas toujours très bien.

«Il y a deux types de populations qui squattent la Rotonde: les camés et les migrants. Parfois, ils se battent entre eux. C'est terrible, parce que certains migrants essaient d'apprendre le français avec des associations et ils se font attaquer par les fumeurs de crack. Puis des migrants tombent malheureusement dans la came. C'est un cercle vicieux», raconte Pauline.

Fumeurs de crack, migrants, insécurité, commerces en difficulté, mineurs isolés, etc. Le tableau est sombre. Mais quelles solutions mettre en place? Plusieurs associations de quartier et de commerçants demandent plus de policiers.

«Cela tombe bien, nous aussi! Malheureusement, c'est l'inverse qui se passe depuis plusieurs années, avec des diminutions d'effectifs dans Paris intra-muros. Cela devient véritablement problématique. Maintenant, on nous parle de fusions des mairies d'arrondissements donc de fusions de commissariats. Au final, nous avons de moins en moins de policiers», déplore Axel Ronde.

Le projet du gouvernement de fermer certains commissariats parisiens afin de mutualiser les effectifs de la police nationale fait grincer des dents. «Ce n'est que le début d'une grande marche en avant. On sait très bien qu'ils vont vouloir à terme fusionner des arrondissements dans Paris [...] et fusionner des commissariats de plain-pied; ils vont fusionner les brigades anticriminalité [...] c'est un service régalién, ce n'est pas mercantile», s'est notamment désolé Eddy Sid, porte-parole du syndicat Unité SGPpolicie au micro de RT France.

Ouvrir d'autres SCMR dans Paris? Projet hasardeux: voir les nuisances créées par celle de #Paris10 dans le voisinage=afflux de deal & consommation de rue, baisse du chiffre d'affaires des commerces, quotidien dégradé des riverains.Ces salles sont incompatibles avec du voisinage. <https://t.co/ccmZNYaq35>

— Riverains Lariboisière Gare du Nord (@LariboisiereGDN) 26 septembre 2018

Nous avons souhaité connaître la position des maires des XIXe et Xe arrondissements. Mais leurs services n'avaient toujours pas répondu à nos sollicitations au moment de la publication de cet article. Du côté de l'Hôtel de Ville de Paris, on semble vouloir continuer sur la voie de la salle de shoot. Mais cette fois, dédiée aux fumeurs de crack. En août dernier, Anne Souyris, l'adjointe à la Santé (EELV) à la mairie de Paris a émis l'idée de mettre en place des bus itinérants pour les «crackers». Une trouvaille qui ne plaît pas à Axel Ronde:

«C'est bien beau de vouloir autoriser ces personnes à se droguer, mais cela crée de l'insécurité. Je pense que le problème numéro un du Nord-est parisien est la consommation de crack. Il faut une véritable politique de santé publique afin d'aider ces gens à sortir de cette addiction et à les responsabiliser. C'est de là que tout part. Je ne suis pas sûr que les laisser continuer à consommer soit une bonne solution. Il faut également mettre en place une protection de ces mineurs isolés afin de ne pas les laisser livrés à eux-mêmes dans la rue.» sputniknews.com 28.09.2018

Il y a déjà cela environ une vingtaine d'années, le fils de mon oncle Dédé qui habitait à Stalingrad est mort d'une overdose. Dédé produisait autrefois un numéro de perruches qui passait le jeudi à la télé dans la Piste aux étoiles. C'était un type qui respirait la joie de vivre, d'une gentillesse et d'une patience extraordinaire avec les animaux. Pauvre car ayant peu de cachets, devenu vieux il

deviendra chauffeur de taxi et terminera sa vie dans la misère torturé par la mort de son fils unique.

Je ne l'ai rencontré qu'une dizaine de fois dans ma vie peut-être, mais je ne l'ai jamais oublié, je suis comme cela aussi. Il était bon et doux, cela me changeait de mes parents toujours de mauvaise humeur et qui passaient leur temps à me taper dessus pour un rien... Dédé était un poète à sa façon, chez lui un énorme perroquet nous accueillait...

Argentine. Villa Zavaleta, bidonville de Buenos Aires, s'enfonce un peu plus dans la misère - AFP 29.09

A Villa Zavaleta, un bidonville de Buenos Aires ravagé par la drogue, les 1.200 familles avaient déjà du mal à joindre les deux bouts, mais la crise économique de ces derniers mois les a mises à genoux.

Dans les ruelles étroites qui serpentent entre les maisons de briques aux toitures précaires, le sol est jonché de débris et d'excréments. Un chien ronge une mâchoire de vache, une jeune femme droguée titube.

"Beaucoup de gens ont perdu leur travail, ici on vit avec pas grand-chose, de la solidarité et des petits boulots", explique Alejandra Diaz, responsable à Villa Zavaleta de l'ONG La Poderosa, très active dans les zones défavorisées de la capitale argentine.

La pauvreté frappe 90% de la population du bidonville et seuls 10% des habitants ont un emploi déclaré, souvent dans le ramassage des ordures. Des postes prisés, tant l'accès à l'emploi est difficile.

Le "Comedor de Nelly", sur l'avenue Iriarte, est un lieu de réconfort. Nelly Vargas, 60 ans, y sert plus de 300 repas gratuits par jour, avec le sourire et toujours un mot tendre en distribuant ce qu'elle a cuisiné, avec 16 bénévoles.

"J'ai de plus en plus de monde depuis quelques mois, les prix augmentent tellement vite que les gens ont du mal à s'acheter des aliments de base comme du lait, des pâtes ou du sucre", s'alarme-t-elle, en référence à l'inflation qui va dépasser les 40% en 2018.

"Certains jours, je n'en ai pas assez pour que tous puissent manger", dit-elle en sanglots.

- "Violence économique" -

"Elle fait beaucoup pour le quartier, souligne Alejandra Diaz, elle donne une douche aux enfants un peu (délaissés) par leurs parents drogués, elle leur procure des habits, elle a un cœur énorme".

"Vivre dans un bidonville, c'est très dur, c'est violent, tu dois endurer la violence économique, la violence policière, la violence politique. On vit en auto-gestion car l'Etat est absent", témoigne Fidel Ruiz, 23 ans, qui a de plus en plus de mal à trouver des petits boulots.

La semaine dernière, des policiers ont été condamnés pour avoir torturé des jeunes du quartier.

"Je ne vends plus grand-chose. Seulement des produits de première nécessité. Les gens n'ont pas un peso", constate Amelia Corbalan, qui tient une micro-épicerie de 2 m² dans sa maison de la rue Ernesto Che Guevara, au cœur du bidonville.

Cette femme de 42 ans a recueilli deux voisins, des adolescents de 15 ans, afin qu'ils ne sombrent pas dans la drogue et la délinquance.

Sans eau courante ni système efficace d'évacuation des eaux usées, les habitants se retrouvent les pieds dans l'eau à chaque fois qu'il pleut. Tous les toits sont équipés de citernes de stockage, seule solution pour avoir de l'eau tous les jours.

- "Plus pauvres qu'avant" -

Lola Carrera, 46 ans, confectionne des broderies qu'elle essaie de vendre. Elle vit dans un logement précaire avec son frère et son fils de 23 ans. Elle met environ 4.000 pesos (90 euros) par mois dans le pot commun, chacun participe selon ses moyens.

"Nous sommes plus pauvres qu'avant, raconte-t-elle. Je ne peux plus acheter de yaourts, que le docteur me conseillait de manger, ni de beurre. Trop cher". Elle aimerait aussi réparer la toiture de sa maison, car les infiltrations se multiplient.

Avec l'aide de La Poderosa, son fils et d'autres jeunes recyclent des palettes en meubles.

La délinquance liée au trafic de drogue est omniprésente. Les trafiquants règlent leurs comptes dans les ruelles. Un jour de 2013, une balle perdue a tué Kevin Benega, 9 ans.

"On continue de lutter pour un logement digne, une vie meilleure, mais on en est loin. Je ne sais pas si on peut attendre un avenir meilleur, on l'espère", dit Roxana Benega, la mère de Kevin.

"En quelques mois, la bonbonne de gaz est passée de 95 à 270 pesos. Comment voulez-vous qu'on s'en sorte?", demande-t-elle. AFP 29.09

Fabrique du consentement ou comment tester leur pouvoir de nuisance et de contrôle de la population

36 ans plus tard... l'heure a sonné !

- Le juge Kavanaugh et son accusatrice, chacun sa vérité devant l'Amérique - AFP 28 septembre 2018

Christine Blasey Ford est sûre "à 100%" d'avoir été agressée dans sa jeunesse par le juge Brett Kavanaugh. (Et Brett Kavanaugh est sûr "à 100%" de ne pas avoir été agressé cette femme dans sa jeunesse, c'est ce qui figure à la Une du New York Times - LVOG)

Christine Blasey Ford, une universitaire de 51 ans, fut la première à remonter le temps pour décrire une soirée de l'été 1982 qui, a-t-elle dit, a "radicalement" changé sa vie. (Faux, elle ne se souvenait pas exactement de l'année. - LVOG)

Elle n'avait que 15 ans quand elle s'est retrouvée à une soirée improvisée entre lycéens, dans la banlieue de Washington. Alors qu'elle allait aux toilettes, Brett Kavanaugh et son ami Mark Judge, "totalement ivres" l'ont isolée dans une chambre, a-t-elle raconté aux sénateurs avec une émotion difficilement contenue.

Après l'avoir poussée sur un lit, le futur juge se serait jeté sur elle, tentant de la déshabiller tout en la touchant partout sur le corps. "Je croyais qu'il allait me violer", a-t-elle assuré. (Elle "croyait", ailleurs elle dira qu'elle croyait qu'il voulait la tuer, cela figure dans le Washington Post qui a pris son parti naturellement, à lire plus loin. - LVOG)

Questionnée sur la possibilité qu'elle puisse se tromper d'agresseur, l'universitaire s'est dite "absolument" sûre qu'il s'agissait bien de Brett Kavanaugh. "A 100%". (Ce qui est sûr, c'est que personne ne l'a violée. - LVOG)

"Je n'ai jamais agressé sexuellement quiconque, ni au lycée, ni à l'université", a rétorqué Brett Kavanaugh, réfutant point par point les accusations de Mme Blasey Ford et soulignant les imprécisions de son témoignage.

Visiblement très en colère, parfois submergé par l'émotion, il a estimé que son processus de confirmation était devenu "une honte nationale". "Ma famille et ma réputation ont été détruites à jamais", a-t-il affirmé.

Dénonçant un "coup monté", il a assuré qu'il ne céderait pas aux appels à se retirer. "Vous me vaincrez peut-être lors du vote final, mais vous ne me ferez jamais jeter l'éponge. Jamais"...

Les sénateurs démocrates, qui ont tous loué le "courage" de Mme Blasey Ford, ont passé le juge au grill de leurs questions, sur son amitié avec Mark Judge ou sa consommation d'alcool notamment.

Certes, "j'ai probablement bu trop de bière à l'occasion", a-t-il concédé, mais "je n'ai jamais eu de trou noir". AFP 28 septembre 2018

Epilogue deux jours plus tard.

Jugeant le témoignage de Christine Blasey Ford "puissant" mais la réponse de Kavanaugh "convaincante", les onze élus républicains de la commission, majoritaires face aux dix démocrates, ont confirmé vendredi la nomination du juge. Reuters 30 septembre 2018

Grille de lecture.

Il se peut qu'elle a réellement vécue l'expérience qu'elle décrit, à ceci près qu'elle est manifestement montée en épingle pour nuire à Trump.

On retrouve une fois de plus les mêmes protagonistes, dont le parti démocrate, le FBI, le Washington Post, le New York Times et bien d'autres qui veulent la peau de Trump. Le plus troublant, c'est un euphémisme, c'est que cette affaire sort au moment même où Trump doit nommer un juge à la Cour suprême et que les démocrates s'y opposent farouchement.

Quant aux faits rapportés ou présumés, je dirais qu'ils étaient assez banals 36 ans en arrière.

Un adolescent éméché essaie apparemment d'avoir un rapport sexuel avec une adolescente peut-être aussi éméchée que lui, ou tout du moins il la pelote, il essaie de la déshabiller sans que cela aille plus loin puisqu'elle réussit à s'enfuir, donc pas de quoi casser une patte à un canard.

Si je n'ai jamais eu ce comportement, je me souviens très bien que ce n'était pas le cas de mes petits camarades ou de leurs copines qui tournaient, qui sortaient avec les uns puis avec les autres ou plusieurs en même temps, certaines tombèrent dans des traquenards sans que jamais se produise le moindre viol je précise. A moins de faire preuve d'une extrême violence ou de tomber sur une femme particulièrement faible, il est impossible d'abuser d'une femme, ou alors il faut la faire boire ou la droguer.

D'ailleurs, cette femme qui 36 ans plus tard prétend toujours être traumatisée par cette expérience, est devenue entre temps professeure de psychologie, elle s'est mariée et elle a eu deux enfants,

franchement il y a pire comme vie professionnel et sentimentale brisée. Qu'elle soit détraquée mentalement, cela n'a rien d'étonnant aux Etats-Unis, surtout chez les classes supérieures.

Il semblerait que ce soit une toute autre expérience qui l'ait fragilisée psychologiquement, le mot est faible, on devrait plutôt dire déséquilibrée, car après avoir étudié pendant des années toutes sortes de névroses et psychoses, en 2016 elle se consacra à l'étude des impacts des différents comportements sexuels, y compris les viols d'enfants, que cela ait affecté son état mental est possible. Je me souviens d'un militant de l'OCI de Gennevilliers à la fin des années 70, qui était infirmier psychiatrique et qui en était arrivé à se prendre parfois pour dieu !

Ce qu'il faut savoir aussi, c'est qu'elle a produit plusieurs versions, et elle ne se souvenait ni comment elle avait atterri dans la maison où auraient eu lieu les faits qu'elle rapportait, ni même de quelle maison il s'agissait. Elle ne se souvenait plus non plus de la date ou de l'année, apparemment cela lui est revenu après avoir été pris en charge par le FBI.

Il faut noter également qu'elle a travaillé comme psychologue au service de recherche du Département de psychologie de l'Université Stanford, connu pour servir de laboratoire ou pour collaborer aux expériences secrètes de la CIA en matière de manipulations et de tortures psychologiques.

Et pour finir, elle a suivi récemment un traitement psychiatrique et elle est engagée dans le parti démocrate.

En conclusion, il y a tout lieu de penser qu'elle fait l'objet d'une manipulation de la part des ennemis de Trump et que cette affaire a été montée de toutes pièces avec le concours du FBI que Trump a décidé de mettre au pas.

On retiendra également, que tous ceux qui se sont érigés en inquisiteurs du juge Kavanaugh et qui ont décrété d'emblée qu'il était coupable des faits qui lui étaient imputés, à aucun moment ils n'ont tenu compte de la présomption d'innocence, alors qu'il n'existe absolument aucune preuve matérielle ou témoignage qui corroboreraient les accusations portées contre lui.

Washingtonpost.com - Speaking publicly for the first time, Ford said that one summer in the early 1980s, Kavanaugh and a friend — both “stumbling drunk,” Ford alleges — corralled her into a bedroom during a gathering of teenagers at a house in Montgomery County.

S'exprimant publiquement pour la première fois, Ford a déclaré qu'un été au début des années 1980, Kavanaugh et un ami - tous deux «saouls», affirme Ford - l'ont emmenée dans une chambre lors d'un rassemblement d'adolescents dans le comté de Montgomery.

- While his friend watched, she said, Kavanaugh pinned her to a bed on her back and groped her over her clothes, grinding his body against hers and clumsily attempting to pull off her one-piece bathing suit and the clothing she wore over it. When she tried to scream, she said, he put his hand over her mouth.

“I thought he might inadvertently kill me,” said Ford, now a 51-year-old research psychologist in northern California. “He was trying to attack me and remove my clothing.”

Ford said she was able to escape when Kavanaugh's friend and classmate at Georgetown Preparatory School, Mark Judge, jumped on top of them, sending all three tumbling. She said she ran from the room, briefly locked herself in a bathroom and then fled the house.

- Pendant que son ami le regardait, dit-elle, Kavanaugh la plaqua contre son lit et la pelotait par-dessus ses vêtements, frottant son corps contre le sien et essayant maladroitement de retirer son

maillot de bain une pièce et les vêtements qu'elle portait. Quand elle a essayé de crier, il a mis sa main sur sa bouche.

"Je pensais qu'il pourrait me tuer par inadvertance", a déclaré Ford, maintenant un psychologue de recherche âgé de 51 ans dans le nord de la Californie. "Il essayait de m'attaquer et de retirer mes vêtements."

Ford a dit qu'elle avait été capable de s'échapper lorsque l'ami et camarade de classe de Kavanaugh à l'École préparatoire de Georgetown, Mark Judge, a sauté sur eux, entraînant tous les trois dans leur chute. Elle a dit qu'elle s'était enfuie de la pièce, s'était enfermée brièvement dans une salle de bain et s'était enfuie de la maison.

- Ford said she told no one of the incident in any detail until 2012, when she was in couples therapy with her husband. The therapist's notes, portions of which were provided by Ford and reviewed by The Washington Post, do not mention Kavanaugh's name but say she reported that she was attacked by students "from an elitist boys' school" who went on to become "highly respected and high-ranking members of society in Washington." The notes say four boys were involved, a discrepancy Ford says was an error on the therapist's part. Ford said there were four boys at the party but only two in the room.

Notes from an individual therapy session the following year, when she was being treated for what she says have been long-term effects of the incident, show Ford described a "rape attempt" in her late teens.

- Ford a déclaré qu'elle n'avait parlé à personne de l'incident en détail jusqu'en 2012, alors qu'elle était en couple avec son mari. Les notes du thérapeute, dont certaines parties ont été fournies par Ford et examinées par le Washington Post, ne mentionnent pas le nom de Kavanaugh, mais précisent qu'elle a été attaquée par des élèves «d'une école de garçons élitistes» membres de haut rang de la société à Washington. » Les notes indiquent que quatre garçons étaient impliqués, une divergence que Ford dit être une erreur de la part du thérapeute. Ford a dit qu'il y avait quatre garçons à la fête mais seulement deux dans la salle.

Notes tirées d'une séance de thérapie individuelle l'année suivante, alors qu'elle était soignée pour ce qu'elle considère être les effets à long terme de l'incident, montrent que Ford a décrit une «tentative de viol» à la fin de son adolescence.

- She contacted The Post through a tip line in early July, when it had become clear that Kavanaugh was on the shortlist of possible nominees to replace retiring justice Anthony M. Kennedy but before Trump announced his name publicly. A registered Democrat who has made small contributions to political organizations, she contacted her congresswoman, Democrat Anna G. Eshoo, around the same time. In late July, she sent a letter via Eshoo's office to Sen. Dianne Feinstein of California, the ranking Democrat on the Judiciary Committee.

In the letter, which was read to The Post, Ford described the incident and said she expected her story to be kept confidential. She signed the letter as Christine Blasey, the name she uses professionally.

Though Ford had contacted The Post, she declined to speak on the record for weeks as she grappled with concerns about what going public would mean for her and her family — and what she said was her duty as a citizen to tell the story.

- Au début du mois de juillet, elle a contacté The Post via une ligne téléphonique, alors qu'il était devenu clair que Kavanaugh était sur la liste des candidats possibles pour remplacer le juge sortant Anthony M. Kennedy, mais avant que Trump n'ait annoncé son nom publiquement.

Démocrate enregistrée ayant apporté de petites contributions à des organisations politiques, elle a contacté sa députée, la démocrate Anna G. Eshoo, à peu près à la même époque. À la fin du mois de juillet, elle a envoyé une lettre via le bureau d'Eshoo à la sénatrice Dianne Feinstein de Californie, membre du Comité des démocrates pour le pouvoir judiciaire.

Dans la lettre qui a été lue au Post, Ford a décrit l'incident et a déclaré qu'elle s'attendait à ce que son histoire reste confidentielle. Elle a signé la lettre comme Christine Blasey, le nom qu'elle utilise de manière professionnelle.

Bien que Ford ait contacté The Post, elle a refusé de prendre la parole pendant des semaines alors qu'elle s'inquiétait de ce que cela signifierait pour elle et sa famille.

LVOG - Et le principal témoin présumé, que dit-il ?

- Reached by email Sunday, Judge declined to comment. In an interview Friday with The Weekly Standard, before Ford's name was known, he denied that any such incident occurred. "It's just absolutely nuts. I never saw Brett act that way," Judge said. He told the New York Times that Kavanaugh was a "brilliant student" who loved sports and was not "into anything crazy or illegal." Washingtonpost.com September 16

Joint par email dimanche, Judge a refusé de commenter. Dans une interview vendredi au The Weekly Standard, avant que le nom de Ford ne soit connu, il a nié qu'un tel incident s'était produit. «C'est juste absolument fou. Je n'ai jamais vu Brett agir de cette façon », a déclaré le juge. Il a déclaré au New York Times que Kavanaugh était un «étudiant brillant» qui aimait le sport et n'était «pas complètement fou ou illégal». Washingtonpost.com September 16

https://www.washingtonpost.com/investigations/california-professor-writer-of-confidential-brett-kavanaugh-letter-speaks-out-about-her-allegation-of-sexual-assault/2018/09/16/46982194-b846-11e8-94eb-3bd52dfe917b_story.html?noredirect=on&utm_term=.28772994566f

- Ford is a registered Democrat. In 2017 she participated in a local Women's March protesting Trump and attended a March For Science in San Francisco to protest Trump administration cuts to research. According to the Federal Election Commission, she has made campaign contributions totaling \$80.50, which included donations to the Democratic National Committee and Friends of Bernie Sanders.

Ford est une adhérente du parti démocrate. En 2017, elle a participé à une marche locale des femmes pour protester contre Trump et a participé à une marche pour la science à San Francisco pour protester contre les compressions de l'administration Trump dans la recherche. Selon la Commission électorale fédérale, elle a versé des contributions à la campagne totalisant 80,50 dollars, y compris des dons au Comité national démocratique et aux Amis de Bernie Sanders. Wikipédia.org.

38 ans plus tard, qui dit mieux !

- Une accusatrice de Kavanaugh contactée par le FBI - Reuters 30 septembre 2018

L'avocat de Deborah Ramirez, l'une des femmes qui accuse le juge Brett Kavanaugh d'agression ou d'inconduite sexuelle, a déclaré samedi que le FBI avait pris contact avec sa cliente, ce qui signifie que les enquêteurs de la police fédérale américaine ont élargi leurs investigations au-delà des seules accusations de Christine Blasey Ford.

Deborah Ramirez accuse Brett Kavanaugh d'avoir exhibé son sexe devant elle lors d'une soirée universitaire, lorsqu'ils étaient tous deux étudiants à la faculté de droit de Yale dans les années 1980. Kavanaugh qualifie l'accusation de "complètement fausse". Reuters 30 septembre 2018

En complément. Comment ils s'emploient méthodiquement à rendre dingues les Américains.

- Sur les écrans des avions, ceux des bars ou des téléphones, chez eux, au bureau ou dans le métro, des dizaines de millions d'Américains, happés par le spectacle, ont écouté les questions et les réponses, tenté aussi, sans grand succès, d'y voir plus clair dans cette séance de «parole contre parole». Les chiffres des audiences apporteront rapidement une idée plus précise de la foule branchée en direct.

Signe supplémentaire de la dimension historique de cet événement, le New York Times y a consacré vendredi, fait rarissime, l'entièreté de sa une.

Brett Kavanaugh a martelé son innocence et dénoncé «une attaque politique calculée et orchestrée» par les démocrates pour l'empêcher de siéger au sein de la plus haute instance judiciaire des Etats-Unis. Libération 28 septembre 2018

Cependant, on lisant les commentaires publiés à la suite d'un article du Washington Post, je me suis aperçu que l'immense majorité des Américains n'étaient pas dupes de leur grossière machination.

France. Comme quoi leurs provocations, leur propagande et leurs manipulations des consciences fonctionnent à merveille.

Comment à l'aide d'une expression, un sous-entendu, un silence, un sourire, un regard, ils instrumentalisent le racisme et l'extrême droite au profit de Macron et LREM

- «La zemmourisation de la France est en marche»: un lycée au cœur d'une polémique raciste - Sputnik 30 Septembre 2018

Quand Zemmour a balancé sa provocation à la face de Hapsatou Sy dans l'émission d'Ardisson, il savait pertinemment ce qu'il faisait dans le contexte actuel, marqué par une chasse hystérique aux préjugés en tout genre qui alimente le communautarisme (et l'extrême droite) dont cette misérable créature dévorée par l'ambition est le produit ou la porte-parole.

Incarnant la France catholique profonde de droite, donc réactionnaire, qui s'est employée à inculquer aux masses les préjugés qui avaient déjà cours sous l'Ancien Régime, il était bien trop intelligent pour ne pas savoir que l'usage qui pouvait en être fait n'était pas sans risques, et que dans le contexte actuel cela pourrait prendre la fâcheuse tournure incontrôlable d'un lynchage public pour celui ou ceux qui s'y aviseraient.

Il a semble-t-il sous-estimé que l'arrivée au pouvoir de Macron correspondait à l'avènement d'un régime totalitaire, qui ne supporterait aucune faille idéologique et pourchasserait tous ceux qui s'aviseraient d'en dévier ou d'y porter atteinte, y compris en recourant à la dérision ou à l'humour qui peut être une arme redoutable pour révéler des intentions inavouables, qui en aucun cas ne doivent parvenir à la connaissance de la population, sous peine que d'autres s'y infiltrent et y portent gravement atteinte, car même le scepticisme, le doute, la moindre hésitation quant à la valeur suprême de cette idéologie doivent être absolument bannis, et toute critique doit être systématiquement étouffée, leurs auteurs discrédités par tous les moyens, y compris ou de préférence par les plus scélérats de sorte qu'ils ne puissent pas répondre aux accusations qu'on porte contre eux.

Zemmour se voit logiquement sanctionner, parce qu'il a commis l'erreur par sa repartie d'enclencher ce mécanisme infernal qui broie même les intellectuels les plus habiles, au lieu de demeurer sur le terrain politique où il aurait pu facilement démontrer la crasse ignorance de cette ignoble créature.

C'est sans doute sa supériorité ou son arrogance qui lui ont joué un sale tour, parce qu'il n'a pas compris que même l'être le plus insignifiant ou médiocre qui soit recèle un pouvoir immense ou peut renverser des montagnes, dès lors qu'il est soutenu par tout un régime.

Ce qu'on pourrait reprocher à Zemmour, c'est d'avoir permis de le démontrer et d'inciter une multitude de gens aussi médiocres que Hapsatou Sy de l'imiter, et ce n'est pas un hasard si la totalité des médias se sont emparés de cette polémique à l'adresse des écervelés ou des cons qui osent tout qui sont ainsi appelés à redoubler d'audace pour nous montrer de quoi ils sont capables, c'est ainsi que la société s'enfoncé un peu plus chaque jour dans la médiocrité pour le bonheur de l'oligarchie qui détient le pouvoir ou tire les ficelles, car il faut bien que cela serve à quelqu'un, n'est-ce pas ?

Ne vous méprenez pas, le sort de Zemmour nous est indifférent, tout comme celui de cette pouffiasse (Le Grand Robert précise que ce terme est "sans péjoration de nature sexuelle", ouf me voilà sauvé!).

Ils ont également réussi à avoir la peau du "roi des forains", Marcel Campion, en usant du même procédé. Pourquoi ?

- Paris: un marché de Noël sans Marcel Campion - AFP 27.09

Marcel Campion ferme la boutique. Après le tollé suscité par ses propos homophobes, il a annoncé jeudi son retrait du marché de Noël et la fin de ses activités foraines, sans pour autant dire son dernier mot. (L'AFP n'a pas rappelé qu'il était un grand ami de Bertrand Delanoé et d'autres personnalités homosexuelles, pour éviter que l'accusation d'homophobie tombe en miettes ou que les véritables raisons de cette cabale remontent à la surface. - LVOG)

"J'en ai un peu assez depuis trois ans de tout ce qu'il se passe autour de moi", a déclaré à RTL, le roi des forains. "Je considère qu'avec toutes ces agressions, ces attaques, c'est nuisible tout ça pour le métier que je représente, et quelque part il faut que je fasse très attention."

Depuis des mois, la guerre est ouverte entre le "roi des forains" et Anne Hidalgo, qui a décidé en 2017 de lui retirer l'autorisation d'installer un marché de Noël sur les Champs-Élysées. La mairie lui reprochait de ne pas vendre des produits artisanaux de la région, mais provenant de Chine, et ce, à un prix excessif.

Actions judiciaires, communication à tout crin et détermination d'acier... Après être allé sur divers terrains, c'est à la bataille politique que songe désormais Marcel Campion qui a annoncé cet été son intention de se présenter aux municipales en 2020, à Paris. AFP 27.09

L'annonce de trop de toute évidence pour la mairie de Paris ou le PS et LREM.

Parole d'Internaute.

1- "- le tour de Paris est infect

- c'est sale

- c'est dangereux la nuit "même le jour aux feux" - avec ceux qui vous cassent les vitres pour vous piquer les sacs

- de partout des mendiants

- de partout des gens qui vous emmerdent aux feux rouges
- des cabanes de migrants tout autour du périphérique
- certains quartiers puent quand vous entrez
- vous voyez des rats de partout - même en plein jour, ils viennent à vos pieds"

LVOG - C'est devenu cela Paris où je suis né et où j'ai vécu jusqu'à l'âge de 13 ans, il y a donc 50 ans en arrière ?

En voilà un argument choc qui colle avec ma théorie ou mon discours.

2- "Revoir le consumérisme c'est bien mais ce que nous consommons est dicté par ce que nous produisons. Or le "nous" qui produit, ce n'est pas nous, c'est ceux qui détiennent les moyens de production et de distribution. Ceux qui contrôlent la création de monnaie; ceux qui grâce à cette position dominante ont une position hégémonique dans les sociétés et nous dictent largement nos pensées, notre culture, notre style de vie. Ceux-là sont le capitalisme."

LVOG - J'ai félicité l'auteur de ce commentaire dans le blog Les Crises, qui par ailleurs à citer Marx à plusieurs reprises, mais il a obtenu moins de succès que moi, alors qu'à la fin de mon commentaire je posais également la question d'en finir avec le capitalisme, mais en ayant adopté un autre discours, en somme j'ai vérifié la validité de ma théorie.

Ils osent tout

- Macron et les offres d'emploi: le Président enfonce le clou - L'Express.fr 29 septembre 2018

"Je sais comment vous vivez, c'est pour ça que je viens ici (mais) c'est facile pour personne. Je suis toujours aux côtés de ceux pour qui c'est pas facile"

"Mais je ne veux pas, parce que ce n'est pas facile, que certains tombent dans la facilité."

"Quand il y a des offres d'emploi qui existent, même si ce n'est pas exactement ce qu'on veut peut-être au début, (il faut) accepter pendant quelques mois (de) se mettre le pied à l'étrier. Et c'est important. Parce que sinon, on est dans une société qui en quelque sorte demande toujours la solution à l'autre", a jugé le chef de l'Etat. L'Express.fr 29 septembre 2018

Au début, pour "mettre le pied à l'étrier" on m'a proposé de devenir banquier, j'ai accepté sans rechigner moi, ensuite on m'a proposé de devenir ministre, j'ai encore accepté sans faire de chichis, et enfin de devenir président de la République, j'avoue que je n'avais pas le choix et je ne le regrette pas, alors faites comme moi !

Mimétisme.

- Nikki Haley, mégaphone en main lors d'une manifestation, réclame le départ de Maduro - AFP 27.09

- Venezuela: Paris soutient la démarche de six pays auprès de la CPI - Reuters 30.09

La France a apporté son soutien samedi à la démarche de cinq pays latino-américains et du Canada qui ont demandé à la Cour pénale internationale (CPI) d'enquêter sur des accusations de crimes contre l'humanité visant le gouvernement du président vénézuélien Nicolas Maduro. Reuters 30.09

- Hollande condamne la "méthode" Macron: "Moi, j'ai voulu être un président à la hauteur, mais pas hautain" - Le HuffPost

Moi je, pas hautain, il a fini dans la fosse à purain d'où il n'aurait jamais dû sortir...Le HuffPost

- Israël accuse l'Iran de cacher du matériel nucléaire à Téhéran - Reuters 27.09

Les preuves ? Non mais attendez, cette question est stupide, offensante, comment vous osez mettre en doute notre parole, du moment qu'on vous dit que l'Iran cache du matériel nucléaire, c'est qu'il existe et vous n'avez pas d'autres questions à poser, cela suffit comme preuve, cessez d'être antisémite à la fin...

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Syrie

- Accord russo-turc: début du retrait d'un premier groupe rebelle dans le nord syrien - AFP 30 septembre 2018

Un premier groupe rebelle pro-Ankara a amorcé dimanche son retrait de la future "zone démilitarisée" dans le nord-ouest de la Syrie, en vertu de l'accord russo-turc du 17 septembre qui a permis de repousser l'imminence d'une offensive du régime sur la province d'Idleb.

"Des unités de Faylaq al-Cham se retirent depuis dimanche matin avec leurs armes lourdes, dont des chars et des canons, dans le sud de la province d'Alep et dans la banlieue ouest de la ville" du même nom, qui sont situées "dans la zone démilitarisée" prévue par l'accord russo-turc, a indiqué à l'AFP le directeur de l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH), Rami Abdel Rahmane.

Le groupe, fort de "8.500 à 10.000 combattants", selon M. Abdel Rahmane, fait partie du Front national de libération (FNL), une coalition de groupes rebelles formée début août à l'instigation de la Turquie dans la province d'Idleb et des parties des provinces voisines d'Alep, de Hama et de Lattaquié toujours sous contrôle des insurgés.

"Il s'agit du deuxième groupe le plus puissant dans le nord syrien en termes d'équipements militaires et le troisième au niveau du nombre de combattants", selon le directeur de l'OSDH.

Ce début de retrait intervient au lendemain du rejet de l'accord russo-turc par Jaich al-Ezza, un groupe rebelle extérieur au FNL actif dans le nord de la province de Hama.

Conclu à Sotchi (Russie) le 17 septembre, l'accord entre Ankara et Moscou a permis d'éloigner la perspective d'une offensive militaire du régime syrien, au moins à court terme.

Il prévoit la création d'ici au 15 octobre d'une "zone démilitarisée" de 15 à 20 km de large, sous contrôle de la Russie et de la Turquie, à Idleb et ces zones environnantes, qui constituent le dernier bastion insurgé dans la Syrie en guerre. AFP 30 septembre 2018

- Onu : la Syrie appelle au retrait immédiat des forces d'occupation US, françaises et turques - Réseau Voltaire - 29 septembre 2018

Intervenant à la tribune de la 73ème session de l'Assemblée générale de l'Onu, le Vice-Premier ministre syrien, Walid Al-Moallem, a appelé au retrait immédiat des forces d'occupation états-uniennes, françaises et turques [1].

Cette déclaration intervient après l'attaque conjointe britannico-franco-israélienne et la destruction d'un avion de surveillance russe. Depuis, la Russie livre à forte cadence des matériels militaires de brouillage et de surveillance, ainsi que des batteries anti-aériennes S-300. Tandis que les États-Unis retirent leurs missiles Patriot de la région.

La présence des troupes françaises depuis le début du conflit (à l'exception des trois derniers mois du mandat du président Nicolas Sarkozy) est un secret de polichinelle. Toujours niée par les officiels et les médias français, elle est toujours constatée sur le terrain. Réseau Voltaire - 29 septembre 2018

Palestine occupée.

- Bande de Gaza : sept Palestiniens tués par des tirs de soldats israéliens - LeParisien.fr 29 septembre 2018

Sept Palestiniens, dont deux garçons de 12 et 14 ans, ont été tués vendredi par des tirs de soldats israéliens lors de manifestations et de heurts à la frontière entre Gaza et Israël. Depuis le 30 mars, des manifestations ont lieu pour réclamer la levée du blocus imposé depuis plus de dix ans par Israël à Gaza et le droit au retour des Palestiniens sur les terres dont ils ont été chassés ou qu'ils ont fuies à la création d'Israël en 1948.

Selon le ministère palestinien de la Santé, il s'agit de la journée la plus sanglante depuis le 14 mai qui avait vu la mort de plus de 60 Palestiniens lors de violences coïncidant avec l'inauguration de l'ambassade des Etats-Unis à Jérusalem, un motif d'indignation pour les Palestiniens.

Nasser Mossabeh, 12 ans, a été atteint d'une balle dans la tête à l'est de Khan Younès, a dit le porte-parole du ministère de la Santé à Gaza, Achraf al-Qodra. Mohammed al-Houm, 14 ans, et Iyad Al-Shaer, 18 ans, ont été tués lors d'affrontements distincts dans le centre et le nord du territoire, selon lui.

Il a fait état de la mort de quatre autres Palestiniens d'une vingtaine d'années le long de la barrière de sécurité israélienne séparant la bande de Gaza du territoire israélien.

Les sept Palestiniens « ont été tués par les tirs à balles réelles des forces israéliennes », a affirmé Achraf al-Qodra, en faisant état de plus de 200 blessés, par balle ou par inhalation de gaz lacrymogènes.

L'armée israélienne a fait état de manifestations et de heurts auxquels ont pris part selon elle plus de 20 000 Palestiniens en différents points de l'enclave le long de la barrière de sécurité lourdement gardée. LeParisien.fr 29 septembre 2018

Brésil

Aux petits soins avec l'extrême droite.

- Brésil: Bolsonaro sort de l'hôpital sur fond de manifestations - Reuters 30 septembre 2018

Ancien officier, Jair Bolsonaro, qui a dit son admiration pour la dictature militaire au pouvoir au Brésil entre 1964 et 1985, a convaincu de nombreux Brésiliens de voter pour lui en raison de ses

prises de position très dures contre l'insécurité et une carrière exempte d'accusations de corruption.

Mais il fait aussi office de repoussoir pour de nombreux Brésiliens en raison de propos jugés homophobes ou misogynes.

Vendredi, le candidat a été à l'origine d'une nouvelle polémique: il a menacé de ne pas reconnaître le résultat des élections s'il n'était pas élu. «De ce que je vois dans la rue, je n'accepte(rai) pas un résultat aux élections qui soit différent de mon élection», a-t-il déclaré à la chaîne Bandeirantes.

Devenu le poulain des marchés financiers depuis qu'il a embrassé la cause du libéralisme économique pendant sa campagne, Bolsonaro peine en revanche à séduire l'électorat féminin, contrairement à Fernando Haddad, qui a succédé au pied levé à Luiz Inacio Lula da Silva, l'ancien président incarcéré pour corruption. Reuters et Lefigaro.fr 30 septembre 2018

- Au Brésil, les femmes disent «non» au candidat d'extrême droite - LeFigaro.fr 30 septembre 2018

Des centaines de milliers de femmes sont descendues dans les rues pour marquer leurs oppositions à Jair Bolsonaro, le candidat d'extrême droite ayant eu, à plusieurs reprises, des propos sexistes, homophobes et racistes.

Une véritable marée humaine. Ce samedi, les rues du Brésil ont été envahies par des milliers de femmes venues manifester contre le candidat d'extrême droite à la présidentielle Jair Bolsonaro. Au cri de «Non, pas lui!», les Brésiliennes entendaient marquer leur farouche opposition au candidat, pourtant favori dans les sondages.

Les plus grandes manifestations se sont déroulées dans les métropoles de Rio de Janeiro, Sao Paulo et Brasilia. Au total 62 villes, selon le site Internet d'informations G1, ont vu des femmes descendre dans les rues, à huit jours du premier tour. Alors que les cortèges se dispersaient sans incidents en soirée, les organisateurs ont estimé que 500.000 personnes avaient participé au mouvement lancé sur les réseaux sociaux, tandis que la Police militaire indiquait qu'elle ne fournirait aucun chiffre. LeFigaro.fr 30 septembre 2018

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

- 10 % à 15 % - Liberation.fr 27.09

10 % à 15 % des enseignants de lycées professionnels étaient en grève jeudi, selon le syndicat Snuep-FSU. Liberation.fr 27.09

- Pays-Bas: le gouvernement veut connaître la religion des propriétaires d'armes à feu - AFP 27.09

Le gouvernement néerlandais veut enregistrer l'origine ethnique et la religion des propriétaires d'armes à feu, selon un projet de loi qui suscite une polémique aux Pays-Bas, a rapporté jeudi le journal de référence De Volkskrant. AFP 27.09

- Grève européenne chez Ryanair, des dizaines de vols annulés - AFP 28.09

La compagnie aérienne à bas coûts Ryanair a été contrainte d'annuler des dizaines de vols vendredi à cause d'une nouvelle grève dans plusieurs pays européens du personnel de cabine et des pilotes, qui réclament de meilleures conditions de travail. AFP 28.09